



LES ALLIÉS DE L'OMBRE

Réflexion sur l'emploi des groupes armés non étatiques
par les forces occidentales



Par le chef d'escadrons Étienne Guenzi,
Officier stagiaire de la 26^{ème} promotion
de l'École de Guerre

Résumé 4

Partie 1 : Réflexions sur la nature du *proxy* 6

Chapitre 1 : Introduction. La guerre par procuration, un invariant de l'histoire de la conflictualité..... 6

Chapitre 2 : Les différents types de *proxy* 11

2.1 Groupes rebelles ou guérillas : 11

2.2 Les milices 12

2.3 Les groupes armés tribaux ou claniques..... 13

2.4 Les seigneurs de guerre ou warlords 14

2.5 Les mouvements terroristes..... 16

2.6 Les groupes criminels 17

2.7 Les mercenaires et sociétés militaires privées..... 18

2.8 Maraudeurs et bandes criminelles 19

Chapitre 3 : Limites et utilité de cette catégorisation..... 21

Partie 2 : Exemples choisis d'utilisation de *proxys* de l'Antiquité au XX^e siècle 25

Chapitre 4 : Les barbares ralliés, *proxys* de la Légion romaine aux confins de l'Empire 25

Chapitre 5 : La pacification du Sahara : un usage modéré et efficace du *proxy* tribal 31

Chapitre 6 : Lawrence d'Arabie et Fayçal : la création d'un *proxy* 35

Chapitre 7 : Aux sources du *proxy* contemporain, des Jedburgh au GCMA 40

7.1 Coordonner les maquis : l'opération Jedburgh..... 40

7.2 Le passage à l'échelle : GCMA et maquis tonkinois..... 42

Partie 3 : Le *proxy* contemporain : étude du cas afghan et perspectives..... 48

Chapitre 8 : Afghanistan : le <i>proxy</i> , une option par défaut pour une victoire tactique éclair.....	50
8.1 Une prise de décision dans l'urgence :	50
8.2 Une alliance hétérogène qui ne fait pas l'unanimité à Washington	54
8.3 L'appui à l'Alliance du Nord : une opération Jedburgh revisitée ?.....	56
8.4 De la chute éclair de Kaboul au fiasco de Tora Bora.....	61
Chapitre 9 : Analyse des facteurs de réussite et d'échec du cas afghan	65
9.1 Une tactique irrégulière particulièrement efficace ..	65
9.2 L'écueil initial : une divergence d'objectifs entre l'Alliance du Nord et les États-Unis.....	67
9.3 La création d'un déséquilibre ethnique qui favorise l'émergence de l'insurrection.....	68
Chapitre 10 : Conclusion. Prospective et pistes de réflexion – Cas de la lutte contre l'État islamique.....	73
10.1 La dimension politique du proxy : une facette trop souvent négligée.....	74
10.2 Le contrôle du proxy passe avant tout par la confiance	77
10.3 Archétype du proxy idéal	79
Annexe : Sources et bibliographie	82
Ouvrages :	82
Publications et articles :	83
Témoignages :	87

Résumé

Face à des adversaires asymétriques difficiles à vaincre ou en réponse à des opinions publiques réticentes à la projection de troupes, déléguer les combats terrestres à des forces locales s'est progressivement imposé, dans les États occidentaux, comme une solution séduisante, permettant à la fois d'éviter l'enlisement et de limiter les accusations d'ingérence.

Souvent, il s'agit d'appuyer et conseiller les forces de l'État sur le territoire duquel nos armées interviennent. Mais lorsque cet État est trop faible voire failli, il peut être alors nécessaire de s'allier avec un mouvement armé non étatique. Cette étude a pour objectif d'effectuer une plongée dans les relations entre nos armées et ces alliés non conventionnels, imposés par les circonstances, qui peuvent pourtant se révéler parfois un formidable multiplicateur d'efficacité.

Les nations occidentales, et notamment les États-Unis, la France et le Royaume-Uni se sont forgées une discrète mais dense tradition militaire dans l'appui et la formation de ces milices ou autres mouvements de guérilla. Outre l'héritage des guerres coloniales et de Lawrence d'Arabie, les maquis de la Seconde guerre mondiale furent le creuset du *proxy* moderne. Les méthodes développées à cette époque et améliorées pendant les guerres d'Indochine et du Vietnam se retrouvent au XXI^e siècle dans le soutien à l'Alliance du Nord ou aux Kurdes de Syrie. Avec quelle efficacité ? Quels effets à long terme ? Ces deux questions seront au

cœur de cette réflexion historique sur l'usage du *proxy* non étatique.

Partie 1 : Réflexions sur la nature du *proxy*

Chapitre 1 : Introduction. La guerre par procuration, un invariant de l'histoire de la conflictualité.

Le recours, par des forces armées régaliennes, à des groupes ou bandes armées non étatiques pour mener, par procuration, la bataille contre leur adversaire est une pratique très ancienne, qui avait néanmoins temporairement disparu d'Europe occidentale avec l'avènement de l'État-nation. Selon les siècles et les terminologies, ces alliés de circonstance, à qui des armées professionnelles ont confié une partie des combats, furent baptisés auxiliaires, supplétifs, partisans, corps francs.

Aujourd'hui, le terme anglais *proxy*¹ s'est généralisé pour désigner ces intermédiaires qui ont repris toute leur place dans les conflits armés. Composantes périphériques des deux guerres mondiales, ils reprirent un rôle essentiel au cours des guerres de décolonisation et des conflits locaux qui ont émaillé la guerre froide, de l'Angola à l'Afghanistan en passant par le Vietnam.

La présente étude se limitera aux *proxys* non étatiques, et écartera donc d'emblée la guerre par procuration menée par un État au profit d'un autre (guerre sino-vietnamienne de 1979, où le Vietnam agit comme un *proxy* de l'Union soviétique). Cette étude se limitera également, par choix, à l'emploi du *proxy* par les armées occidentales.

¹ Traduction anglaise de mandataire, intermédiaire. La formule « *proxy war* » a été utilisée pour la première fois par Zbigniew Brzezinski en 1978 au sujet du conflit opposant le Vietnam et le Cambodge.

Depuis 2001 et l'intervention américaine en Afghanistan, le *proxy* non étatique a repris une place centrale dans les affrontements contemporains, en particulier les conflits irréguliers ou hybrides. Utilisé parfois pour camoufler l'action d'un État, il permet surtout de limiter l'empreinte au sol des forces déployées. En ce sens, le *proxy* est largement utilisé par les démocraties occidentales en tant qu'alternative au déploiement massif de forces, qui permet de limiter l'impact d'un engagement militaire sur l'opinion publique, voire d'éviter l'enlisement. D'autres puissances (Russie, Iran notamment) utilisent davantage les *proxys* en complémentarité de leurs forces conventionnelles.

Le recours actuel des armées occidentales aux *proxys* est néanmoins paradoxal, intimement lié aux choix politiques. L'histoire contemporaine montre un mouvement de balancier régulier entre le recours au « tout *proxy* » (Afghanistan en 2001, Syrie 2018-2019) et l'engagement massif de troupes sans recours à des groupes armés non étatiques locaux (Balkans, Côte d'Ivoire). D'une manière générale, les puissances occidentales recourent largement au *proxy* pour obtenir une victoire rapide sur un ennemi clairement identifié (régime des Taliban et son allié Al-Qaïda, l'État islamique). *A contrario*, lorsqu'elles s'engagent dans la reconstruction d'un État, la nécessité d'asseoir la souveraineté de l'État en question limite le rôle d'un *proxy* non étatique. Cette ligne de partage présente néanmoins ses limites : ainsi au Mali, lors du déclenchement de l'opération Serval, le choix d'une intervention directe, avec le moins de recours possible aux groupes armés locaux, a été privilégié. *A contrario*, l'opération Barkhane, plus impliquée dans le processus de consolidation de l'État malien, a initié en

2017 des opérations conjointes avec des groupes d'autodéfense tribaux.

La présente étude a pour objectif d'apporter un éclairage sur l'emploi actuel du *proxy* non étatique, sous les angles de l'efficacité (militaire mais aussi politique), des conséquences de son emploi (sur les équilibres locaux mais aussi sur notre liberté d'action) et enfin sur les limites de la guerre par procuration. À cette fin, cette étude essaiera de dégager des réponses aux interrogations suivantes :

- Quelles sont les raisons de l'engagement d'un *proxy* ? Contrainte politique, afin de limiter l'engagement de troupes au sol ? Ou au contraire impératif tactique, afin d'acquérir la connaissance du terrain et de l'ennemi du *proxy* ?
- Quelles sont les méthodes mises en œuvre pour activer et piloter le *proxy* ? Agit-il à la place ou en complémentarité des forces armées de l'état « commanditaire » ?
- Quelles sont les impacts du choix du *proxy* ? Dans quelle mesure l'état commanditaire ne se lie-t-il pas également à son intermédiaire ? Le choix d'un *proxy* ne vient-il pas perturber des équilibres locaux parfois fragiles ?

Après avoir effectué un bref tour d'horizon du recours au *proxy* non étatique dans l'histoire militaire occidentale, cette étude s'appuiera sur un exemple récent de guerre menée très largement par *proxy* interposé : les premiers mois de l'intervention américaine en Afghanistan, en 2001. Elle apportera enfin, en guise de conclusion, un regard prospectif sur le combat mené, en

Syrie, contre l'État islamique par l'intermédiaire des Forces Démocratiques Syriennes (FDS).

Chapitre 2 : Les différents types de *proxy*

Dans une étude sur l'implication des groupes armés non étatiques dans les processus de reconstruction d'un état, le chercheur Ulrich Schneckener² propose une classification de ces groupes en différentes catégories. Cette catégorisation a pour objectif de définir des stratégies à adopter pour utiliser (ou si nécessaire, entraver) un groupe armé non étatique dans le processus de reconstruction d'un état.

Cette étude propose de reprendre les différentes catégories de groupes armés proposées par Ulrich Schneckener, sous le prisme non plus de la reconstruction d'un État mais d'un engagement armé par procuration. Les caractéristiques de chaque groupe seront ensuite utilisées pour analyser les différents exemples historiques ou contemporains abordés.

2.1 *Groupes rebelles ou guérillas* :

Il s'agit pour Ulrich Schneckener de « l'archétype des groupes armés non étatiques », combattant pour le « renversement d'un gouvernement, l'indépendance d'une région ou la fin d'une occupation ». Ce type de mouvement s'articule généralement autour d'une composante politique et d'une composante militaire (qui se considère comme la proto-armée du futur territoire libéré).

² Ulrich Schneckener, « *Engaging armed non-state groups in areas of limited statehood* », SFB-Governance working papers series, n° 21, octobre 2009.

Cette composante armée est souvent structurée de manière paramilitaire (uniformes, grades, adoption d'une certaine discipline) et suit des règles d'engagement précises, principalement pour préserver le lien avec la population ou la frange de la population pour qui elle affirme combattre.

Les mouvements rebelles sont également l'archétype du *proxy*. L'impérieux besoin pour une guérilla de bénéficier d'un soutien extérieur en font des mouvements qui peuvent facilement être pilotés, voire manipulés par une puissance tierce. Enfin, leur structure hiérarchique et leur capacité à accepter certaines règles exogènes en font des groupes compatibles avec les armées ou les services spéciaux de l'État les soutenant. La plupart des affrontements locaux qui ont émaillé la guerre froide impliquent des mouvements rebelles ou de guérilla, agissant pour le compte d'un des deux blocs.

Les exemples historiques de guérillas utilisées en tant que *proxy* sont particulièrement fréquents : le front de libération du Sud Vietnam ou Viêt-Cong (1960-1975), *proxy* de la République Démocratique du Vietnam, largement soutenu par l'URSS et la République Populaire de Chine, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), soutenue par l'Afrique du Sud, les États-Unis et la France contre le gouvernement angolais soutenu par les cubains, ou plus récemment l'Armée de libération du Kosovo (*Ushtria Çlirimtare e Kosovës*, UÇK), qui a bénéficié d'un soutien américain contre la Serbie.

2.2 Les milices

Il s'agit de groupes paramilitaires agissant pour protéger les intérêts d'un gouvernement ou d'une composante (ethnique, religieuse, sociale) de la société. Elles se constituent souvent autour de l'opposition à un adversaire irrégulier (groupe rebelle ou criminel) qu'un état n'arrive pas à vaincre ou contenir par des moyens réguliers. Plus rarement, elles peuvent également s'opposer à un gouvernement considéré comme menaçant leurs intérêts.

Certaines sont tolérées par l'État sur le territoire duquel elles agissent, voire constituent un *proxy* naturel du gouvernement local, susceptible de les utiliser comme écran pour l'exécution de tâches illicites ou de crimes (l'exemple le plus marquant est le rôle clef des milices *Interahamwé* dans le génocide rwandais en 1994).

Davantage mues par les intérêts du groupe qu'elles disent protéger que par une idéologie, les milices constituent un *proxy* intéressant pour une puissance extérieure, qui pourra aisément exploiter une convergence d'intérêt. Ainsi, les *contra* au Nicaragua sont nées de l'« opposition bourgeoise » au gouvernement sandiniste, avec pour objectif de protéger les propriétaires terriens. Elles ont rapidement été utilisées par l'administration Reagan pour lutter contre un gouvernement considéré comme marxiste et situé dans la sphère d'influence américaine³.

2.3 Les groupes armés tribaux ou claniques

³ Gilles Bataillon, « De Sandino aux contras. Formes et pratiques de la guerre au Nicaragua », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 60e année, no. 3, 2005, pp. 653-688.

Ces groupes assurent l'autodéfense et la protection des intérêts d'une structure communautaire traditionnelle, soit de manière légale à la suite de leur reconnaissance par un état (cas des zones tribales pakistanaises), soit en situation de déficit ou de faillite d'un état (nord du Mali).

Ils bénéficient généralement d'un ancrage territorial plus fort et d'un lien avec la population plus étroit que les groupes des catégories précédentes. Ils constituent ainsi des *proxys* particulièrement intéressants pour acquérir du renseignement ou agir sur les perceptions.

En revanche, ces groupes agissent dans une logique tribale complexe, parfois peu lisible, au sein de laquelle sont interconnectés liens familiaux, intérêts commerciaux, logiques de vassalité tribale et parfois la dimension religieuse. Cette multiplicité de facteurs en fait souvent un *proxy* plus complexe à manier, sur lequel il sera difficile d'exercer un contrôle effectif, et qui est souvent traversé par des dissensions internes.

2.4 Les seigneurs de guerre ou warlords

Selon Olivier Roy, il s'agit d'un « commandant qui a été capable d'étendre son autorité au-delà de son propre groupe solidaire (tribal, géographique ou ethnique) et de construire une identité plus large pour assurer une domination régionale ». L'historien James E. Sheridan précise pour sa part que la caractéristique principale d'un seigneur de guerre est son indépendance de toute

subordination hiérarchique⁴, et que son objectif est strictement la conquête du pouvoir.

Grâce à une armée privée, ces potentats locaux parviennent à contrôler un territoire, souvent en profitant d'une crise ou d'un conflit plus large. Cette prise de contrôle zonale leur permet de mettre la main sur une économie souvent dérégulée (exploitation des matières premières, taxation des marchandises en transit). La fortune ainsi acquise leur permet parfois d'appuyer des ambitions politiques. Certains seigneurs de guerre parviennent, par leur influence, leurs moyens militaires et leurs moyens financiers, à s'emparer du pouvoir ou en intégrer les plus hautes sphères. Abdul Rashid Dostom est ainsi aujourd'hui vice-président afghan.

Ne bénéficiant que rarement d'une solide légitimité tribale, politique ou religieuse, le seigneur de guerre assoit sa domination par une relation de grande proximité avec son groupe armé, qui va souvent prendre une structure très horizontale (tout en ayant quelques grands adjoints ou conseillers, le seigneur de guerre conserve un lien direct avec ses hommes).

Les seigneurs de guerre constituent par nature un *proxy* peu contrôlable, dont l'armée voue une fidélité totale à son chef et possède une structure peu compatible avec le fonctionnement des armées occidentales.

Des convergences d'intérêt ont néanmoins régulièrement conduit à des alliances entre puissances

⁴ James E. Sheridan, « *Chinese Warlord: The Career of Feng Yü-hsiang* », Stanford University Press, 1966.

tierces et seigneur de guerre. Ainsi Yusuf Mohamed Siad alias Inda Adhe, chef de guerre somalien initialement allié au mouvement qaïdiste al-Chabab, a accepté de coopérer avec les forces américaines et de l'Union africaine. Cette alliance a renforcé son pouvoir et lui a donné une légitimité vis-à-vis de la communauté internationale. Le chef de guerre somalien a néanmoins systématiquement conservé sa liberté d'action, le contrôle absolu sur son groupe armé⁵ et la domination de son fief du Bas Shabelle.

2.5 Les mouvements terroristes

À la différence majeure des mouvements précédents, ces groupes sont caractérisés par leur mode d'action et non leur nature ou leurs objectifs.

La définition du terrorisme étant elle-même sujette à controverse, ce document retiendra la proposition, soutenue par la France, du groupe de personnalité de haut niveau des Nations-Unies en 2004 : « [l'ensemble des] actes criminels, notamment ceux dirigés contre des civils dans l'intention de causer la mort ou des blessures graves ou la prise d'otages dans le but de semer la terreur parmi la population, un groupe de personnes ou chez des particuliers, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire »⁶.

⁵ Jérémy Scahill, «*Blowback in Somalia. How US proxy wars helped create a militant Islamist threat.* », The Nation, 7 sept 2011.

⁶ Résolution 1566 des Nations-Unies : « Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes », 8 octobre 2004. Cette résolution n'a pas de vocation normative dans la mesure où cette définition est uniquement proposée, tout en restant subordonnée aux lois nationales dont certaines sont plus extensives (y compris en

Ce mode d'action semble exclure d'emblée, pour une démocratie occidentale, l'alliance même discrète avec un mouvement terroriste dans le cadre d'un conflit armé. La réalité est néanmoins plus complexe et contrastée. Ainsi, l'UÇK était considérée par le département d'État américain comme un groupe terroriste jusqu'en 1997.

Enfin, malgré les tentatives d'atteindre, notamment à la suite du 11 septembre 2001, un large consensus sur cette question, la désignation d'une organisation comme groupe terroriste est toujours un outil d'influence et de politique extérieure des États. L'exemple le plus emblématique est la question kurde, et la différence d'appréciation des Unités de Protection du Peuple (*Yekîneyên Parastina Gel*, YPG), principal *proxy* des États-Unis (et de la France) dans la lutte contre l'État islamique en Syrie, mais également considérés comme un groupe terroriste par la Turquie et combattus comme tel.

2.6 Les groupes criminels

Cette catégorie est ici rappelée pour mémoire, dans la mesure où, sans même aborder les questions éthiques, leurs objectifs (recherche du profit financier) sont par nature différents des objectifs politiques ou militaires d'un état.

Néanmoins, deux points attirent l'attention :

- Des groupes criminels peuvent être utilisés, parfois à leur insu, pour atteindre un objectif politique ou militaire. L'opération est alors

France, où une cyberattaque peut être juridiquement considérée comme une attaque terroriste).

davantage du ressort des services spéciaux que des armées. Les services militaires russes ont, par exemple, utilisé dès la deuxième guerre de Tchétchénie (1999) des réseaux criminels tchéchènes pour entraver et discréditer les hommes politiques locaux opposés à la Russie⁷.

- La quasi-totalité des groupes armés non étatiques développent des sources de financement « alternatives », qui relèvent plus ou moins du crime organisé. Il n'est donc pas rare de trouver une composante (ou un fonctionnement) maffieuse au sein d'un groupe qui conserve par ailleurs d'autres objectifs que le gain financier (les Nations-Unies estiment que jusqu'en 2016 les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, FARC, se finançaient à hauteur d'un milliard de dollars par le biais du trafic de drogue⁸).

2.7 Les mercenaires et sociétés militaires privées

Cette dernière catégorie pose davantage la question de la privatisation des conflits, qui ne sera pas étudiée dans ce document, que celle de la guerre par procuration. Comme un *proxy*, la société militaire privée dispose d'une forme de délégation des pouvoirs régaliens d'un état. En revanche, à l'inverse d'un groupe rebelle par exemple, cette délégation est formelle et contractualisée.

À la marge, le cas de figure où la société militaire privée est rémunérée différemment que par l'État qui

⁷ Mark Galeotti, « *CRIMINTERN: How the Kremlin uses Russia's criminal networks in Europe.* », Policy Brief, European Council on Foreign Relations, avril 2018.

⁸ ONUDC, « Rapport mondial sur les drogues », 2017.

l'emploi (à l'instar de l'ex-société sud-africaine *Executive Outcome* se rémunérant par l'obtention de concessions minières en Afrique) peut transformer ces sociétés en acteur à part entière, et non en émanation privée d'une armée conventionnelle.

Enfin, l'écosystème qui se met aujourd'hui en place entre le gouvernement et les armées russes d'une part, et des sociétés privées liées au pouvoir russe mais autonomes telle que le groupe Wagner d'autre part, pose certainement un nouveau paradigme. Ainsi, en Centrafrique, acteurs privés russes (Sewa Security Services et Lobaye Ltd) et étatiques (ministères russes des Affaires Étrangères et de la Défense) agissent en synergie sans qu'aucune subordination (ou contractualisation) ne formalise clairement le lien entre eux, chacun poursuivant ses propres intérêts. Les données sont encore peu disponibles sur ce qui semble devenir un nouveau modèle de *proxy*.⁹

2.8 Maraudeurs et bandes criminelles

Outre ces sept catégories, Ulrich Schneckener mentionne et étudie également les maraudeurs ou coupeurs de route. Dans le cadre de l'étude des *proxys*, cette catégorie ne semble pas pertinente, dans la mesure où il s'agit davantage d'un phénomène lié aux zones de conflit que d'un acteur à part entière. À partir du moment où les actes de brigandage sont menés par des structures organisés, ils s'intègrent dans un groupe évoqué

⁹ Jeremy Binnie, « *UN report details Russian activity in CAR* », *Jane's Defence Weekly*, 07 août 2018, <https://www.janes.com/article/82222/un-report-details-russian-activity-in-car>.

précédemment (notamment les groupes criminels ou groupes tribaux). Ainsi, les groupes de pirates agissant dans le golfe de Guinée agissent au profit de groupes mafieux très organisés, et sont pour certains adossés à des mouvements de guérilla (notamment le Mouvement d'Émancipation du Delta du Niger, MEND).

Chapitre 3 : Limites et utilité de cette catégorisation

Une telle catégorisation est par nature artificielle, tentant de faire rentrer dans des cases des groupes humains complexes, construits pour certains sur plusieurs décennies, presque toujours dans un contexte de crise. Cependant, elle semble pertinente pour analyser le recours aux *proxys* dans la mesure où elle permet de dégager plusieurs dimensions ou caractéristiques d'un groupe armé.

Certes, cette grille de catégories ne peut se lire de manière exclusive. La plupart des groupes armés non étatiques rentrent ainsi dans au moins deux catégories. Par exemple, le Hezbollah libanais est un mouvement de guérilla également catégorisé comme groupe terroriste. En réalité, seules certaines brigades du Hezbollah mettent en œuvre des modes d'action terroristes. En outre, le Hezbollah agit également comme une milice qui assure la protection des intérêts chiites sur les territoires qu'il contrôle, dans certains quartiers de Beyrouth et au Sud Liban.

En outre, cette catégorisation n'est pas figée dans le temps. Certains groupes évoluent en effet d'une catégorie vers une autre. Ainsi, la branche dite loyaliste du Mouvement Arabe de l'Azawad (MAA), elle-même née d'une scission du Mouvement pour l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO, groupe terroriste), se consacre aujourd'hui principalement à faire prospérer les affaires illicites créées par ses cadres (notamment convoyage de stupéfiants via le territoire malien) et a

largement perdu de vue ses objectifs politiques ou religieux¹⁰.

Néanmoins, la possibilité qu'un même groupe appartienne à plusieurs catégories, et que ces appartenances ne soient pas figées dans le temps, ne doit pas empêcher d'utiliser ce classement pour définir quelques grandes caractéristiques.

Le tableau ci-dessous propose une grille détaillant ces caractéristiques sous l'angle d'une guerre par procuration :

- Le type d'effets dominants qu'un groupe armé peut obtenir (physiques ou dans le champ des perceptions). Il s'agit de l'effet principal, chaque groupe produisant généralement des effets combinés dans les champs matériels et immatériels ;
- L'ancrage territorial et les liens avec la population sont deux critères clés, notamment en cas d'utilisation du *proxy* à des fins de renseignement, d'influence, d'opération de contrôle de zone ou de déception ;
- L'objectif poursuivi, en propre, par le *proxy*. La connaissance de cet objectif est essentielle pour anticiper les conséquences et les risques de l'alliance avec un groupe armé non étatique.

¹⁰ Serge Daniel, « Les mafias du Mali : Trafics et terrorisme au Sahel », éditions Descartes & Cie, avril 2014.

	Objectifs	Effets dominants	Contrôle d'un territoire	Ancrage au sein d'une population
Mouvements rebelles ou guérilla	Changement politique	Physiques et sur les perceptions	Oui	Oui
Milice	Protection	Physiques et sur les perceptions	Oui	Oui
Groupe tribal	Protection. Parfois changement politique.	Physiques	Oui	Oui
Seigneur de guerre	Pouvoir personnel - Profit	Physiques et sur les perceptions	Oui	Non
Mouvements terroristes	Changement politique	Sur les perceptions ¹¹	Non	Non
Groupe criminel	Profit	Sur les perceptions	Non	Non
Mercenaires - SMP	Profit	Physiques	Non	Non

¹¹ Il s'agit d'une vision macroscopique. Les effets physiques d'une action terroriste sont en effet très faibles par rapport à son impact psychologique.

Partie 2 : Exemples choisis d'utilisation de *proxys* de l'Antiquité au XX^e siècle

Chapitre 4 : Les barbares ralliés, *proxys* de la Légion romaine aux confins de l'Empire

Les premiers exemples bien documentés de recours à un *proxy* remontent à l'Empire romain, dont les légions avaient développé une forte interopérabilité avec des troupes ou groupes étrangers.

En effet, afin d'acquérir des capacités dont elle ne disposait pas, les légions romaines ont agrégé dès le 5^e siècle avant Jésus-Christ, autour de leur corps de bataille principal, des cohortes de guerriers étrangers, dits auxiliaires, maîtrisant souvent une technique spécifique (archers crétois, cavaliers numides). Ces auxiliaires s'apparentaient initialement à des mercenaires, puis ont constitué de véritables corps d'armée étrangers intégrés aux armées romaines. Ces auxiliaires étrangers purent, dès la fin de la République, accéder à la citoyenneté romaine après leur temps de service (25 ans contre 20 ans pour un légionnaire). Ces auxiliaires dits légaux ne constituaient néanmoins pas des *proxys* au sens de cette étude, mais étaient une partie intégrante de l'armée régulière romaine. Ils n'étaient qu'exceptionnellement (et fortuitement) engagés dans leur région d'origine.

En revanche, à partir du IV^e siècle et face aux incursions barbares répétées, les légions romaines se sont progressivement appuyées sur certaines tribus germaniques ralliées pour mener une guerre de harcèlement dont elles étaient peu familières.

Ainsi, en 358, le futur empereur Julien, commandant les armées de Gaule, rallia le chef franc Charietto pour combattre les Chamaves¹². Ce-dernier « utilisait des méthodes irrégulières (infiltration nocturne dans les zones de repli forestières des Chamaves avec une équipe réduite de ralliés, campagnes de terreur et d'intimidation avec une décapitation systématique des guerriers ennemis) »¹³ qui permirent aux légions de Julien de reprendre l'ascendant contre l'adversaire.

Au regard des succès acquis, les troupes barbares ralliées à Rome furent renforcées d'unités auxiliaires de recrutement gaulois et devinrent un corps d'élite de cette campagne de Germanie. Elles furent tout particulièrement utilisées pour mener des opérations de renseignement et de déception, permettant d'engager les légions, moins mobiles mais plus puissantes, dans un cadre espace-temps favorable.

L'efficacité de ces méthodes entraîna un recours systématique au *proxy* par les généraux romains, ancrant profondément l'idée que « *seuls les barbares pouvaient vaincre d'autres barbares* ». Cette habitude affaiblit paradoxalement l'armée romaine. En effet, les liens claniques et familiaux entre groupes barbares ralliés et ennemis ont permis une meilleure compréhension des tactiques et techniques romaines par leurs adversaires. En outre, cette pratique contribua à émousser la volonté de

¹² Peuple germanique faisant également partie de la confédération franche.

¹³ Loïc Pattier, « Recruter ses ennemis pour gagner les guerres irrégulières : les barbares au sein de l'armée du Bas-Empire », *Stratégie*, 2009/1 (N° 93-94-95-96), p. 109-127.

combattre des légions romaines, et inhiba toute recherche d'adaptabilité à des adversaire

La bataille d'Andrinople (378) marqua le début de la supériorité des armées gothiques sur les légions romaines. Fuyant les invasions huns, des Wisigoths (mal) accueillis en Thrace par l'Empire romain se révoltèrent contre l'empereur Valens, leur hôte. Nombre d'entre eux avaient combattu au sein des légions romaines et en connaissaient parfaitement les tactiques. Ils se sont en outre parfaitement approprié les équipements romains. Connaissant la primauté donnée par Rome à l'infanterie, les barbares, réussissant à submerger les faibles détachements de cavalerie romains, puis employèrent leur propre cavalerie pour envelopper le corps de bataille de Valens¹⁴.

¹⁴ Alessandro Barbero, « Le jour des barbares », Flammarion, Champs histoire, 2010.

Proxy : Groupes barbares ralliés

Catégorie : À la fois groupe armé tribal et mercenaires

Effet : Division et endiguement d'une insurrection

Efficacité : Forte

Conséquences imprévues : Affaiblissement, à long terme, des légions romaines.

Cet épisode antique est riche d'enseignements, montrant à la fois l'efficacité et les limites du *proxy*. Sur le court terme, il permet d'obtenir des résultats tactiques rapides, en particulier grâce à sa connaissance fine du terrain et surtout de l'adversaire, dont il connaît les habitudes et les tactiques. Employés en complémentarité de l'armée régulière, les groupes barbares ralliés sont de redoutables leviers, permettant de modeler l'ennemi pour le rendre vulnérable par la combinaison d'opérations de renseignement, de harcèlement et de déception.

Sur le long terme en revanche, la guerre par procuration systématisée a fragilisé l'armée romaine. Les succès engrangés n'ont pas encouragé les légions romaines à développer de nouvelles tactiques ni à se remettre en question. Ils ont par ailleurs donné, progressivement, une certaine assurance aux Goths qui ont vu la volonté de combattre des légions romaines s'éteindre. La porosité entre *proxy* et adversaire a alors naturellement mené vers une inversion du rapport de force.

Dans ce cas précis, cette inversion de rapport de force est possible dans la mesure où les adversaires sont d'un niveau technologique comparable. Toutefois, cet exemple reste instructif aujourd'hui : en appuyant des groupes armés locaux par nos forces spéciales, nous leur montrons les limites d'emploi de nos armes, notre manière

de recueillir du renseignement et de construire des opérations.

Chapitre 5 : La pacification du Sahara : un usage modéré et efficace du *proxy* tribal

La régulation progressive de la violence dans les relations entre États, marquée notamment par les traités de Westphalie (1648), a rendu beaucoup plus rare l'usage des *proxys*, en consacrant l'affrontement entre armées professionnelles, puis la levée en masse.

Les conflits qui ont émaillé la période de colonisation, notamment en Afrique, ont marqué un retour du *proxy*, à la fois pour s'appuyer sur la connaissance du terrain des tribus locales, exploiter leurs éventuelles dissensions, et surtout compenser le faible volume des armées coloniales. Ces alliances locales et de circonstance ont permis d'imposer efficacement la présence française mais ont modifié, durablement, les équilibres locaux.

Ainsi, lors de la colonisation et la « pacification » du Sahara (1852 – 1930), l'administration coloniale française a réussi à utiliser la plasticité des structures claniques touarègues pour mettre en avant des cadres touaregs, souvent jeunes, non prédestinés à la chefferie car issus de lignées moins nobles.

Selon Hélène Claudot-Hawad, anthropologue spécialiste du monde touareg, cette approche combinée aux chocs des premières défaites des factions guerrières touarègues face à l'armée française a durablement perturbé les normes hiérarchiques locales, en attisant les ambitions :

« Parfois dictée par le réalisme, cette position oppose souvent les jeunes chefs aux anciens plus intransigeants (...). Elle sert également de tremplin

aux ambitions politiques de nouveaux candidats à la chefferie, auxquels la tradition ne donnait pas forcément la priorité. Par exemple chez les Iwellemmeden Kel Deneg, en 1903, Ikhézi, héritier présomptif du pouvoir, part en dissidence tandis qu'Ismaghil, qui reconnaît sagement [l'influence française], devient le chef officiel de la confédération. [Ultérieurement] la rivalité pour le commandement se manifeste sous les traits d'un nouveau candidat, Besta, qui espère avec l'aide des Français supplanter les Kel Nan au profit de sa tribu, les Ikharkhéren. »¹⁵

Les tribus touarègues ralliées n'ont cependant pas été un outil de combat déterminant, mais plutôt une force d'appoint au cours des combats. En revanche, leur rôle a été essentiel pour contenir les insurrections locales en jouant sur les clivages tribaux, limitant par exemple en 1916 l'union des factions touarègues sous la bannière du chef rebelle Kaocen ag Gedda.

La conséquence inattendue de l'utilisation par l'armée et l'administration françaises de tribus vassales en tant que *proxy* est une profonde modification de l'équilibre des pouvoirs au sein de la société touarègue, de manière toujours prégnante aujourd'hui. Le choix de certaines castes vassales (en tamashek : *imghad*) ou de Touaregs métissés avec les populations noires, dont le statut était proche de la servilité (*bellas*) de soutenir le colonisateur leur a donné accès à une éducation occidentale et à des

¹⁵ Hélène Claudot-Hawad. « Honneur et politique. Les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française. » Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée, Université de Provence, 1990, pp.11-49.

postes au sein de l'administration. Ce mécanisme a permis, lors de l'indépendance, à un nombre important d'*imghad* et de *bellas* d'intégrer les cercles du pouvoir, alors que les membres de factions touarègues nobles ou guerrières se sont retrouvés fortement marginalisés.

Aujourd'hui, près de 60 ans après l'indépendance du Mali, les choix politiques faits par les différents clans touaregs pendant la colonisation continuent de structurer la crise malienne. Ainsi, plusieurs tribus *imghad* et *bellas*, constituées en milices¹⁶ ou en mouvements politiques, se posent aujourd'hui en alliés du pouvoir malien face aux mouvements touareg indépendantistes. Cette division profonde entre certains *imghad* et les tribus nobles du Nord Mali rend particulièrement complexe la résolution actuelle de la crise malienne, qui n'oppose pas uniquement loyalistes du Sud et indépendantistes du Nord, mais cristallise les tensions historiques entre factions du Nord.

¹⁶ Dont la plus connue est le Groupe d'Autodéfense Touareg Imghad et Alliés (GATIA).

Proxy : Castes et fractions touarègues de bas rang

Catégorie : Groupe tribal

Effet : Division et endiguement d'une insurrection

Efficacité : Forte

Conséquences imprévues : Faibles à court terme, majeures à long terme en entraînant une inversion des équilibres claniques.

Dans cet exemple historique, le *proxy* choisi par la France est une juxtaposition de mouvements tribaux. À la différence des tribus barbares ralliées par Rome, le choix du recours au *proxy* n'a pas eu d'effets néfastes à court terme pour l'armée française, qui s'est attachée à contrôler finement ses alliés locaux. Ainsi, les tribus touarègues ralliées ont été souvent directement commandées par des officiers coloniaux.

Les effets du *proxy* se sont concentrés sur le champ des perceptions, en permettant de limiter l'ampleur des rébellions touarègues. On peut donc considérer cette utilisation de *proxy* comme mesurée et efficace. En revanche, les conséquences historiques en termes de modification des équilibres régionaux en sont particulièrement fortes.

Chapitre 6 : Lawrence d'Arabie et Fayçal : la création d'un *proxy*

Outre le modèle colonial français, d'autres modèles d'utilisation du *proxy* ont émergé au cours de la première moitié du XX^e siècle. Le plus célèbre est le pilotage de la révolte arabe de 1917 par le Royaume-Uni, au travers notamment de l'action de Thomas Edward Lawrence. Ce modèle est particulièrement intéressant dans la mesure où l'action de T.E. Lawrence a provoqué la mutation d'un agrégat de groupes armés tribaux bédouins en un mouvement insurrectionnel de nature politique.

À force de persuasion tant vis-à-vis des chefs arabes (Fayçal, Cherif, Nasser) que vers sa hiérarchie, il sut également faire muter l'appareil militaire de cette rébellion disparate en une insurrection organisée, formée et équipée pour les offensives de guérilla.

« La révolte arabe débuta en juin 1916 par une attaque surprise lancée par des guerriers des tribus, mal armés et inexpérimentés contre les garnisons turques de Médine et de La Mecque. (...) Comme le voulait la tendance générale de la pensée militaire depuis Napoléon, nous ne comptions que sur les réguliers pour gagner cette guerre. Nous étions prisonniers de la formule de Foch selon laquelle l'objectif de la guerre moderne est de rechercher l'armée de l'ennemi, centre de sa force et de l'anéantir dans une bataille. (...) Ce principe nous était difficilement applicable car les Arabes ne disposaient pas de forces organisées. »¹⁷

¹⁷ Thomas Edward Lawrence, « Guérilla dans le désert. 1916 – 1918 ».

Cette approche incita initialement Lawrence à placer les arabes en défensive dans les montagnes entourant la ville côtière de Rabegh, avec pour mission de fixer l'armée turque en attendant la formation d'une armée régulière arabe, encadrée et entraînée par les britanniques. Or l'armée turque parvint à percer les lignes tenues par les guerriers bédouins de Fayçal, ce qui força un changement de stratégie de Lawrence, qui avait déjà le sentiment qu'il obtiendrait plus de résultats au travers d'une succession d'offensives de harcèlement.

« Il nous fallait imposer aux Turcs la plus longue défense passive possible – qui constitue la forme la plus coûteuse de toutes les guerres – en étendant notre propre front au maximum. Du point de vue tactique, il importait de mettre au point un type d'armée extrêmement mobile, puissamment équipée, aussi réduite que possible, et de l'utiliser successivement sur des points dispersés du front turc afin de contraindre l'ennemi à renforcer ses postes de surveillance au-delà du minimum économique de vingt hommes. [...] Pour peu que nous soyons cinq fois plus mobiles que les Turcs, nous pouvions leur tenir tête avec un cinquième de leurs troupes. »

Ainsi Lawrence construit un outil de guérilla en s'appuyant à la fois sur les caractéristiques des Bédouins, « inaptes à la cohésion d'une troupe de choc disciplinée »¹⁸ et sur les faiblesses de l'armée ottomane. Pour Gérard Chaliand, « à une époque où les troupes occidentales aux colonies ont pensé et pratiqué la contre-insurrection, Lawrence est le premier occidental dans une

¹⁸ Gérard Chaliand, « Lawrence l'irrégulier », 1992.

situation de type colonial à repenser à pratiquer la guérilla ».

Proxy : Tribus arabes alliées sous le commandement de l'émir Fayçal ben Hussein

Catégorie : Groupe tribal puis mouvement de guérilla

Effet : Affaiblissement majeur de l'Empire ottoman

Efficacité : Forte

Conséquences imprévues : Contenues par un accompagnement dans la durée.

La méthode de Lawrence d'Arabie, largement documentée par les écrits de l'officier britannique (dans le livre III, chapitre 5 des « Sept piliers de la sagesse » et « Guérilla dans le désert ») marque un tournant dans le recours au *proxy*. Les tribus arabes fédérées par Lawrence sont un artisan majeur de l'effondrement de l'Empire ottoman. Avec Lawrence, le *proxy* devient une pièce maîtresse de l'échiquier stratégique. Il est intéressant de noter qu'en faisant évoluer des groupes armés tribaux vers une guérilla, Lawrence semble avoir également épousé l'objectif politique de ce groupe : « Je voulais bâtir une nouvelle nation, restaurer une influence disparue, donner à vingt millions de sémites les fondations sur lesquelles édifier un palais inspiré de leurs pensées nationales.¹⁹ »

La posture largement pro-arabe de T.E. Lawrence a certainement facilité ses actions et a renforcé son influence sur Fayçal. Elle a en revanche placé Lawrence en porte à faux vis-à-vis de son gouvernement. Là où Lawrence souhaite en effet un état arabe indépendant, sur le territoire de l'actuelle Syrie, l'État britannique veut pour sa part la mise en place d'un protectorat, dont les limites ont d'ores et déjà été négociées avec la France (accords secrets de Sykes Picot). Néanmoins, en confiant en 1921

¹⁹ Thomas Edward Lawrence, « Les sept piliers de la Sagesse ».

le trône d'Irak à Fayçal, chassé de Syrie par la France, le Royaume-Uni a su conserver son allié local.

Chapitre 7 : Aux sources du *proxy* contemporain, des Jedburgh au GCMA

Plus que la révolte arabe de 1916-1918, ce seront les maquis et les groupes de combattants irréguliers de la Seconde guerre mondiale qui vont jeter les fondements des *proxys* contemporains, avec la mise en place de méthode d'accompagnement, de conseil et d'appui aux groupes armés non étatiques qui perdurent encore aujourd'hui en Syrie.

7.1 Coordonner les maquis : l'opération Jedburgh

Le développement des maquis en Europe occidentale pendant l'occupation allemande a suscité dès 1942 l'intérêt des Alliés pour ces mouvements de résistance ruraux, ayant pour certains adopté une structure militaire, mais manquant cruellement de moyens et de coordination. En juillet 1942, l'opération Jedburgh est lancée par le *Special Operations Executive* (SOE) britannique, en étroite coopération avec l'*Office of Strategic Services* (OSS) américain et le *Bureau Central de Renseignements et d'Action* (BCRA) de la France libre.

Entre juin et septembre 1944, après une longue phase de recensement, d'équipement et de formation des maquis, 94 trinômes composés de deux officiers et d'un opérateur radio, spécialement formés et entraînés, sont parachutés en France et aux Pays-Bas occupés, avec pour mission de coordonner leurs actions avec celle des forces régulières parachutées ou ayant débarqué sur les côtes de Normandie, de Provence et d'Italie. Ces équipes établiront « une liaison permanente entre le SFHQ et les groupes de résistants de manière à permettre une planification et

surtout une manœuvre hybride combinant les actions régulières et irrégulières »²⁰.

Chaque équipe Jedburgh comporte un officier français ou hollandais, interlocuteur privilégié du maquis. Outre son rôle de coordination, elle porte une mission plus large de recrutement, de formation, d'instruction et de conseil aux chefs de maquis. Plusieurs officiers du BCRA parachutés occuperont dans la foulée des fonctions politiques lors de la libération (délégués militaires départementaux ou directeurs des comités de libération²¹). Contrairement à Lawrence d'Arabie, amené par l'isolement – ainsi qu'une forte personnalité – à ne pas pouvoir porter efficacement la voix politique de son gouvernement, les officiers du BCRA des équipes Jedburgh auront donc un rôle politique assumé, défini et délégué par le gouvernement français libre.

À l'image du *Special Air Service* (SAS) et du *Long Range Desert Group* (LRDG) qui poseront les principes d'action des forces spéciales contemporaines, les équipes Jedburgh laisseront une empreinte majeure sur le recours au *proxy*, à la fois dans les méthodes pour encadrer et guider un groupe armé non étatique, et dans la manière de déléguer au mentor, déployé au plus près du *proxy*, des interactions d'un niveau presque politique. Pour Elie Tennenbaum, « l'expérience séminale de la génération Jedburgh devait en effet se prolonger bien au-delà de la victoire du 8 mai et persister au cours des années, voire des décennies suivantes, comme un modèle occidental de

²⁰ Elie Tennenbaum, « Partisans et Centurions. Une histoire de la guerre irrégulière au XX^e siècle », chapitre 2.

²¹ A. Calmette, « Les équipes Jedburgh dans la bataille de France », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 16^e Année, No. 61, Aspects de Résistance française (Janvier 1966), pp. 35-48

stratégie irrégulière ». Cette expérience consacre également le rôle prépondérant des services spéciaux et des forces spéciales dans l'encadrement de groupes armés non étatiques, option qui reste aujourd'hui privilégiée au sein des armées françaises et américaines.

7.2 Le passage à l'échelle : GCMA et maquis tonkinois

En mars 1945, alors que les premières têtes de pont alliées sont tenues à 50 kilomètres de Berlin, les forces japonaises renversent en quelques jours l'administration française en Indochine pour mettre en place un régime fantoche sous le nom d'État indépendant du Vietnam.

La Force 136, branche sud-est asiatique du SOE, est alors renforcée par 42 membres des Jedburgh français, volontaires pour continuer la lutte en Extrême Orient. L'objectif est alors de combattre l'occupant japonais par des maquis similaires à ceux d'Europe occidentale. Le lieutenant Jean Sassi, ex-Jedburgh et figure du BCRA, est ainsi parachuté le 4 juin 1945 au Laos, où il passe cinq mois au sein des populations Hmong. Il y tisse des liens forts avec les communautés locales, et se rapproche en particulier de Touby Ly Phong, chef spirituel Hmong, trafiquant d'opium et francophile. Cette proximité lui ouvre les portes des villages hmong. Selon ses propres mots, « les notables locaux et les chefs de village, gagnés à notre cause, nous fournissent recrues et agents, informations et personnels. Sans eux, nous n'étions rien.»²²

²² Jean Sassi, « Opérations spéciales. Vingt ans de guerre secrète », p. 132.

L'arrivée du Corps Expéditionnaire Français en Extrême Orient (CEFEO) en octobre 1945 met un terme temporaire aux maquis laotiens. Selon le témoignage de Jean Sassi, « le général Leclerc, (...) commandant en chef du CEFEO, avait une vision classique de la guerre. Pour lui, comme pour les officiers arrivés dans ses cantines, nous n'étions rien. L'une de ses premières mesures fut de dissoudre la Force 136 et de transformer le Service Action en état-major des troupes au Laos, placé sous son commandement. (...) La guérilla, ou guerre insurrectionnelle, que nous avons apprise, subie et menée, n'était pas rentrée dans les mœurs de l'état-major. »

La défaite de la RC4, au printemps 1950, marque un tournant dans ce qui est devenu la guerre d'Indochine avec l'arrivée du général de Lattre de Tassigny et le recours, à nouveau, à des groupes armés locaux en complément de l'action du CEFEO. « L'évolution du conflit conduit le SDECE à reconstituer en Indochine un Service Action, sous la forme du Groupement des Commandos Mixtes Aéroportés (GCMA), créé le 7 avril 1951(...). Il opère au sein d'ethnies minoritaires (Hmongs ou Méos, Thaïs, Nung) du nord Tonkin et du Laos afin d'organiser des actions de contre-guérilla visant les forces vietminh. À cet effet, il s'inspire des opérations menées par les maquisards en Europe (...). Les Hmong de Touby Ly Phong et de Van Pao poursuivront leur lutte sous l'égide de la CIA durant la guerre du Vietnam »²³.

Le Groupe de Commandos Mixtes Aéroportés (GCMA), bras armé du SDECE en Indochine, regroupe

²³ « Histoire des services spéciaux français. Indochine. 1944 – 1954 », Histoire & Collections, Avril 2017.

plusieurs cadres, anciens Jedburgh ou de la Force 136, ayant acquis une première expérience des maquis tonkinois en 1945, dont le lieutenant-colonel Jean Carbonel. Ce-dernier souhaite s'appuyer sur les ethnies des montagnes, traditionnellement hostiles à l'influence chinoise et aux Viêt, habitant les plaines, pour renseigner sur les arrières vietminh et y mener une campagne de harcèlement. S'inspirant très largement des maquis de la Seconde guerre mondiale, le GCMA va aller encore plus loin dans le domaine de l'action psychologique et de l'encadrement des populations.

Exploitant ainsi l'aversion des Hmong²⁴ pour la tutelle vietminh, le GCMA, rebaptisé Groupe Mixte d'Intervention (GMI) s'est appuyé sur les chefs locaux pour recruter, former et entraîner trois maquis principaux. Retrouvant le chef local Touby Ly Phong, nommé chef de district par le roi du Laos, Jean Sassi est chargé de mettre en place le groupe commando 200 (GC200) pour harceler à partir du Haut-Laos les voies d'approvisionnement Vietminh, et leur interdire l'installation de sanctuaires dans la plaine des Jarres et la province du Xieng Khouang.

Il y crée une architecture intégrée, mêlant cadres français et locaux à tous les niveaux : « Au sommet du GC 200, il y avait le tandem Sassi-Touby. Cet encadrement bicéphale (un Français, un Méo) se retrouvait à tous les degrés. Dans chaque maquis, il y avait le chef méo, doublé par un Blanc (officier ou sous-officier), un adjoint interprète, un radio qui assurait les liaisons avec mon PC et les différents groupes de partisans.»²⁵

²⁴ Peuple montagnard réparti entre le nord du Laos et le nord du Vietnam.

²⁵ Jean Sassi, *op. cit.*, p. 207.

Cette expérience peut être considérée comme un succès majeur de la guerre par procuration. Succès tactique, tout d'abord, puisque le Vietminh ne pourra pas, comme il le cherchait, établir des bases arrière au Laos. Succès politique également, dans le sens où ce sont l'ensemble des populations Hmong qui sont devenues un allié durable et solide de la France, au point de s'engager dans la constitution d'une colonne de secours lors de la bataille de Dien Bien Phu²⁶, à 200 km de leur zone d'action habituelle.

À la suite du retrait français et sans réelle coordination, les maquis Hmong se rapprochèrent naturellement des forces américaines et furent soutenus par la CIA. Ils devinrent la « *secret army* », *proxy* des forces américaines pour contenir le *Pathet Lao*, mouvement armé communiste local armé par le Vietminh puis la République Démocratique du Nord Vietnam.

²⁶ Cette expédition, connue sous le nom d'opération « D », fut proposée par les chefs Hmong puis organisée par Jean Sassi et validée par le colonel Trinquier, chef du service action en Indochine. Le camp retranché chuta vingt-quatre heures avant l'arrivée de la colonne, qui put néanmoins sauver de la capture environ 200 soldats français.

Proxy : Maquis armés par les communautés hmong, thaï, nung

Catégorie : Groupe armé tribal restructuré en milice par le GCMA

Effet : Contre-insurrection

Efficacité : Forte mais complémentaire, et non se substituant, aux actions conventionnelles.

Conséquences imprévues : Répression à grande échelle du Vietminh sur les communautés ayant armé les maquis.

Des maquis Jedburgh au GCMA, c'est une méthode complète de guerre irrégulière par procuration qui a été mise sur pied, éprouvée et testée.

Cette méthode repose avant tout sur de solides équipes de mentors, spécialement sélectionnées et entraînées pour cette mission. Capables de développer une proximité presque intime avec leurs alliés locaux, les mentors doivent certes en être d'habiles conseillers tactiques mais également dépasser leur rôle militaire. En immersion complète avec les groupes locaux qu'ils appuient, ils disposent d'une liberté d'action considérable et ont su occuper l'espace politique lorsque la situation l'a imposé ou que l'opportunité s'en est présentée. Ainsi, outre les actions de renseignement et de harcèlement menées avec succès, les GCMA ont réussi, dans leurs zones d'action en haut Vietnam, à limiter si ce n'est couper le Vietminh de la population, atteignant ainsi directement le centre de gravité de l'adversaire.

Le succès de cette méthode s'explique par l'accompagnement permanent du *proxy* par les cadres du GCMA, qui en ont partagé les conditions de vie, ont pris les mêmes risques que les partisans hmong ou thaï, ont lié avec eux une amitié du feu. Cette fraternité d'armes leur a

donné une véritable légitimité auprès des communautés locales, et leur a permis de les utiliser plus largement pour s'opposer à la propagande Vietminh.

Les aventures Jedburgh et GCMA ont structuré, au sein des armées françaises et américaines, la capacité d'assister un groupe non étatique. Au regard des contraintes humaines évoquées supra, cette mission a été dévolue de manière quasi exclusive aux forces spéciales ou aux services spéciaux. Le modèle, quant à lui, reste d'actualité et a été largement utilisé en Afghanistan et en Syrie pour encadrer les *proxys* combattant les Taliban ou l'État islamique.

Partie 3 : Le *proxy* contemporain : étude du cas afghan et prospectives

Après avoir évoqué quelques-uns des jalons historiques qui ont façonné la manière dont nous avons aujourd'hui recours à des groupes armés non étatiques, cette étude propose dans les pages à venir de se concentrer sur l'utilisation actuelle des *proxys* par les puissances occidentales.

La guerre par procuration, historiquement menée de manière discrète voire secrète, peu considérée par les chefs interarmes ou interarmées, s'est retrouvée propulsée sur le devant de la scène quand cette option stratégique a été choisie pour combattre l'organisation considérée, de manière unanime, comme la principale menace terroriste : l'État islamique. Ce choix procède à la fois d'un rapport plus décomplexé au *proxy*, surtout quand ce dernier est utilisé pour « combattre le terrorisme », et de la réticence à s'engager massivement au sol dans une situation particulièrement complexe.

À l'aune des facteurs explicités en 1^{ère} partie et des enseignements des exemples historiques, cette étude va tenter tout d'abord de comprendre comment les nations occidentales ont construit et façonné des *proxys* destinés à la lutte contre les mouvements terroristes. Elle tentera ensuite d'en mesurer l'efficacité et de percevoir les conséquences, à moyen et long terme, de ses choix.

L'exemple le plus emblématique est le début (trois premiers mois) de l'opération *Enduring Freedom* en Afghanistan, riposte des États-Unis aux attaques du 11 septembre. Bien que récent, cet exemple est largement

documenté, y compris sur l'action des unités spéciales ou clandestines qui ont accompagné l'Alliance du Nord jusqu'à la prise de Kaboul.

Chapitre 8 : Afghanistan : le *proxy*, une option par défaut pour une victoire tactique éclair

8.1 Une prise de décision dans l'urgence :

Malgré de multiples signaux faibles détectés par la CIA, les attaques du 11 septembre furent une surprise stratégique pour l'administration Bush²⁷. Selon le journaliste Bob Woodward, qui décrit dans son ouvrage « *Bush at war* » le processus décisionnel qui s'est déroulé à la Maison blanche dans les jours ayant suivi le 11 septembre, trois options de riposte furent immédiatement proposées au chef de l'État :

- Une destruction à distance des sites de commandement, d'entraînement et logistiques d'Al-Qaïda en Afghanistan, principalement par l'emploi de missiles de croisière et de bombardements stratégiques ;
- Un engagement massif de troupes américaines pour éradiquer Al-Qaïda et provoquer l'effondrement d'un régime donnant asile à l'organisation terroriste ;
- Un engagement minimal de troupes spécialisées, en appui d'un allié local combattant l'organisation terroriste et le régime des Taliban.

²⁷ L'Afghanistan et les bases arrières d'Al-Qaïda n'étaient pas une priorité américaine. Des aveux mêmes du général Tommy Franks (interview de *Frontline* en 2002), aucun plan de campagne n'existait au sujet de l'Afghanistan. Par ailleurs, les efforts de la CIA en Afghanistan étaient d'ampleur limitée, avec la présence de moins de dix officiers traitants, en contact sporadique avec l'Alliance du Nord (James Pfiffner, *op. cit.*).

Une campagne exclusivement aérienne présentait le risque de frapper des installations vidées de leurs combattants, et ainsi de ne pas porter un coup suffisamment dur à Al-Qaïda. En outre, cette option, trop proche de celle mise en œuvre par l'administration Clinton à la suite des attaques contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie (1998), était considérée par le président comme un aveu de faiblesse. Il fallait envoyer un message fort, à la fois au peuple américain et aux adversaires potentiels des États-Unis. Une campagne aérienne fut néanmoins lancée immédiatement, pour préparer des actions au sol.

Le chef de l'État privilégiait pour sa part l'option d'une opération terrestre d'envergure, qu'il jugeait plus percutante d'un point de vue médiatique, il qu'il estimait également plus efficace : « Le président était impatient de lancer une opération terrestre et d'avoir ainsi des militaires américains sur le sol afghan. Certaines cibles clés des Taliban furent touchées (par exemple des immeubles et terrains aériens), mais très vite les bombardiers manquèrent d'objectifs. Les Taliban ne regroupaient pas leurs troupes, et il y avait peu d'agents au sol capables de diriger des frappes aériennes sur l'ennemi²⁸. »

Cette option se heurtait néanmoins à la fois à l'absence d'un plan de campagne préétabli pour l'Afghanistan et à l'opposition du général Tommy Franks, commandant l'*United States Central Command*

²⁸ James Pfiffner, « Les décisions de guerre de George W. Bush : l'Afghanistan et l'Irak », *Politique américaine*, 2006/2 (N° 5), p. 35-52.

(CENTCOM²⁹). Ce-dernier avait réussi à convaincre Donald Rumsfeld³⁰, *Secretary of Defense*, du risque majeur d'enlèvement en cas de déploiement américain massif :

« What was considered in my mind is the history of Afghanistan. What we worked through in our central command was the terrain of Afghanistan; historical approaches by the mujahedeen in Afghanistan to what they have always referred to as invading forces. (...) It's always been somewhat entertaining to me to see the views of some of the pundits who have suggested the introduction of large conventional forces in Afghanistan. I think a great many people are aware, and I know you're aware of the fact that for some 10 or 11 years of Soviet experience in Afghanistan, they introduced 625,000 people on the ground, and had 15,000 of them killed and 55,000 of them wounded. So we took that as instructive -- as a way not to do it.³¹ »

²⁹ L'US CENTCOM assure le commandement opérationnel des opérations américaines au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie du Sud.

³⁰ Plusieurs observateurs de la politique américaine, dont Justin Vaïsse et Bob Woodward, estiment en outre que Donald Rumsfeld, influencé par son secrétaire adjoint Paul Wolfowitz, souhaitait, dès septembre 2001, éviter un déploiement trop important en Afghanistan pour disposer de forces suffisantes à une invasion rapide de l'Irak.

³¹ « Je gardais à l'esprit l'histoire de l'Afghanistan. Au *CentCom*, nous avons réfléchi au terrain afghan, nous avons adopté une approche historique et étudié les Moudjahidin, ainsi que leur manière de traiter ceux qu'ils ont toujours qualifié de forces d'invasion. (...) Cela m'a toujours amusé d'entendre certains experts qui ont suggéré de projeter massivement des forces conventionnelles en Afghanistan. Je pense que beaucoup savent, que vous-mêmes savez, que pendant 10 à 11 ans les soviétiques y ont engagé 625 000 hommes, dont 15 000 ont

Georges Tenet, directeur de la CIA, et le général Franks portèrent donc conjointement une option non conventionnelle, reposant sur une alliance tactique avec des groupes armés locaux, un déploiement rapide d'équipes paramilitaires de la CIA et de forces spéciales pour encadrer et appuyer ces alliés, un appui aérien massif, et un déploiement limité de forces conventionnelles disposant de capacités spécifiques (hélicoptères et troupes de montagne en particulier) :

« Another approach is an unconventional approach, which seeks to leverage operational forces, air-to-ground forces, air support, that sort of kinetic activity by putting people on the ground close enough to observe the targets one would like to destroy. (...) Since about 20 percent of Afghanistan was controlled by the Northern Alliance, it made perfect sense to us that this would be a place to see what we could leverage, which opposition forces we could support, link up with, provide assistance to, gain leverage with – in order to accomplish our mission. »³²

été tués et 55 000 blessés. Nous avons tiré les leçons de cela – afin de ne pas le reproduire. »

Témoignage du général Tommy Franks recueilli le 12 juin 2002 par la revue *Frontline*

<https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/campaign/interviews/franks.html>

³² « Une autre approche est l'approche non conventionnelle, visant à tirer le maximum de profit des moyens air-sol, de l'appui aérien, de l'ensemble de ces moyens en mettant en place des hommes au sol suffisamment proche pour observer nos cibles. (...) Puisqu'environ 20% de l'Afghanistan était contrôlé par l'Alliance du Nord, il était parfaitement logique de voir ce que nous pouvions y exploiter, quelles

L'urgence de la situation a imposé comme *proxy* la seule entité s'opposant militairement au régime des Taliban, l'Alliance du Nord, dont le chef Ahmed Chah Massoud avait été assassiné par Al-Qaïda l'avant-veille du 11 septembre. Cette juxtaposition de milices tribales et de seigneurs de guerre ne contrôlait que 20% du territoire afghan et était en difficulté militaire au moment de l'intervention américaine.

Le choix de ce *proxy* fut difficile à imposer dans les débuts de la campagne. Donald Rumsfeld, en particulier, n'avait pas confiance dans l'alliance du Nord et aurait préféré prendre le temps de nouer des alliances avec des tribus pachounes peu favorables au Taliban, grâce à une hypothétique entremise pakistanaise³³. L'insistance de Georges Tenet, directeur de la CIA, et la volonté présidentielle d'agir vite a néanmoins imposé l'Alliance du Nord, par défaut.

8.2 Une alliance hétérogène qui ne fait pas l'unanimité à Washington

Le 26 septembre 2001, la première *Northern Alliance Liaison Team* (NALT, dont le nom de code était « *Jawbreaker* »), composée de sept officiers traitants et opérateurs de la direction des opérations de la CIA prend contact avec l'Alliance du Nord³⁴. Elle rencontre

forces d'opposition nous pourrions appuyer, associer à notre action, assister, influencer afin d'accomplir notre mission. »

³³ En outre, le choix de l'Alliance du Nord donnait de fait la primauté à la CIA, qui maîtrisait le lien avec l'Alliance du Nord.

³⁴ Publication de la CIA: « Flashback: Sept. 26, 2001--CIA is "First In" after September 11th Attacks », <https://www.cia.gov/news->

successivement Arif Sawari, chef de la sécurité et du renseignement de l'Alliance (et contact historique de la CIA), le général Mohammad Fahim Khan, qui a succédé à Massoud à la tête de l'Alliance, et Abdullah, ministre des Affaires étrangères de l'Alliance.

La mort de Massoud a diminué la cohésion, toute relative, de l'Alliance, composée de multiples groupes armés dont certains sont des ennemis historiques. En septembre 2001, ses trois principales composantes sont :

- Une composante tadjike, forte d'environ 10 000 combattants unis par leurs liens tribaux et commandée directement par Massoud puis par Fahim, issue notamment de la vallée du Panshir et d'une manière générale de l'Est afghan. En marge de cette composante, Ismaïl Khan est un seigneur de guerre tadjik qui s'est construit un groupe armé solide et multi-ethnique (tadjik et pachtoun) dans la région d'Herat, à l'Ouest ;
- L'armée du seigneur de guerre Abdul Rachid Dostum, composée principalement d'Ouzbeks, de Turkmènes et d'autres minorités du Nord ;
- Une composante chiite regroupant plusieurs milices et mouvements armés chiites (dont certains structurés autour du Harakat-e Islami, parti politique chiite). Cette composante est présente principalement dans les régions centrales de l'Afghanistan. Son chef le plus influent en est l'ayatollah pachtoun Asif Mohseni, bien que les groupes qui la composent soient principalement composés de membres de la communauté hazara.

information/featured-story-archive/2013-featured-story-archive/flashback-sept-26-2001.html

Cette alliance est composée de mouvements de différentes natures : les tadjiks de Massoud forment un groupe armé tribal ; Ismaïl Khan et Dostum sont pour leur part des seigneurs de guerre qui ont agrégé des combattants de plusieurs ethnies autour d'eux. Ces groupes sont pour la plupart nés de la résistance à l'Union soviétique, mais certains (Dostum notamment) ont au contraire soutenu le régime pro-soviétique.

En 2001, la seule cohésion véritable de cette alliance est la volonté partagée de défaire le régime des Taliban. Ébranlés par la mort de Massoud et un enchaînement de défaites tactiques, Fahim et les chefs de l'Alliance accueillent l'équipe *Jawbreaker* avec espoir mais également circonspection, insistant sur l'impératif de bénéficier rapidement de la puissance de feu américaine.

8.3 L'appui à l'Alliance du Nord : une opération Jedburgh revisitée ?

À la suite de la première équipe *Jawbreaker*, cinq autres équipes de la CIA sont déployées en Afghanistan aux mois d'octobre et de novembre 2001, auprès des principaux chefs de l'Alliance du Nord (outre Fahim, Abdul Rachid Dostum, Attah Mohammed Said, Ismaïl Khan, Karim Khalili)³⁵. Les équipes de la CIA recueillent du renseignement et assurent la liaison avec les chefs de l'Alliance du Nord. Elles financent massivement l'Alliance (D'après James Pfiffner, 70 millions de dollars auraient été distribués par la CIA à l'Alliance du Nord entre septembre et décembre 2001). En revanche, elles ne sont ni équipées ni formées pour guider l'aviation

³⁵ Bob Woodward, « *Bush at war* », Gallimard, 2004.

américaine, dont les raids s'avèrent peu efficaces en l'absence de guidage au sol.

Malgré le financement américain, l'Alliance du Nord reste frileuse et tarde à déclencher une offensive d'ampleur : « La CIA et les forces spéciales qui travaillaient avec l'Alliance du Nord encouragèrent les chefs afghans à lancer l'offensive terrestre contre les Taliban mais eurent peu de succès. Les rumeurs d'enlèvement américain courant la presse, certains conseillers du président commencèrent à envisager la possibilité d'accroître le contingent et d'américaniser la guerre au sol. (...) Le 2 novembre, le président lui-même envisageait d'envoyer plus de 50 000 soldats américains faire le travail que l'Alliance du Nord ne semblait pas prête à engager. Pour les responsables militaires, cette possible américanisation de la guerre était le pire scénario.³⁶»

Fahim en particulier semble attendre que les frappes américaines provoquent un effondrement du front tenu par les Taliban. Il démontre peu d'empressement à passer à l'offensive, se déplaçant même à l'étranger en octobre 2001. Deux éléments vont finalement permettre de faire évoluer, spectaculairement, le cours des opérations.

Tout d'abord, malgré des difficultés logistiques initiales, des détachements de forces spéciales furent déployés au côté des équipes de la CIA. Des groupes de douze opérateurs (*Operational Detachment – Alpha*, ODA, pion de base des *Special Forces Groups*) totalement autonomes, rejoignirent les équipes *Jawbreaker*, leur

³⁶ James Pfiffner, « Les décisions de guerre de George W. Bush : l'Afghanistan et l'Irak », *Politique américaine*, 2006/2 (N° 5), p. 35-52.

apportant d'indispensables capacités : conseil tactique, appui direct (tireurs d'élite, mortiers), et surtout guidage des appuis indirects. Ce fut la première fois, depuis la guerre du Vietnam et le *Studies and Observation Group* (dont les maquis sont les héritiers indirects du GCMA), que la CIA et les *Special Forces Group*³⁷ effectuèrent une mission commune de cette ampleur. Ces ODA elles-mêmes ne restèrent pas groupées, mais se séparèrent en plusieurs trinômes pour diffuser l'appui américain à tous les niveaux tactiques, et coordonner l'action des guerriers afghans avec les appuis aériens. Un tel maillage reprenait les principes de l'opération Jedburgh, avec une proximité immédiate entre les opérateurs des forces spéciales et les combattants de l'Alliance³⁸.

Par ailleurs, sur les conseils convergents de Georges Tenet et du général Franks, le président Bush autorisa la CIA à court-circuiter Fahim et à inciter chaque chef de l'Alliance du Nord à passer à l'offensive, sans chercher une coordination d'ensemble. La présence des ODA, c'est-à-dire de soldats américains se battant au côté des afghans, et la précision largement accrue des appuis aériens redonna de la confiance aux chefs de l'Alliance. Dostum en particulier lança rapidement, malgré un rapport

³⁷ Les forces spéciales américaines comportent de très nombreuses composantes. Certaines, dépendant du *Joint Special Operations Command* (JSOC) sont à la frontière entre unité spéciale et clandestine et travaillent régulièrement avec la CIA. En revanche, les *Special Forces Group*, spécialisés notamment dans l'encadrement et l'assistance des troupes alliées (régulières ou non), n'avaient plus pour habitude de travailler conjointement avec les services spéciaux.

³⁸ Ironie de l'histoire ou héritage, les *Special Forces Groups* ont été fondées en 1952 par le colonel Aaron Bank, ancien Jedburgh, qui s'est largement inspiré de cette expérience pour façonner les futurs « bérets verts » de l'armée de terre américaine.

de force défavorable (un contre trois) une offensive éclair sur Mazar-e-Charif.

Interviewé par le magazine *Frontline*³⁹, le capitaine Dean, chef de l'ODA 534, y voit un véritable changement de rythme dans l'offensive de l'Alliance.

« It was a very fluid operation. I think that the most important thing that everybody wanted to maintain was the initiative tempo, the momentum, if you will. (...) [Mohammad Atta] and General Dostum went forward to the gap to recon the positions there. We expected him to come back and to confirm or deny what parts of the original plan for the seizure of were still intact. ... Instead, we picked up and we again moved forward toward the gap.

The combat in the gap had progressed to a point where he felt it was time to begin to mass. We were supposed to move up to a village that was south of the gap -- that's north of Shol Ghar -- and begin to wage our offensive in the gap. About the same time, the Taliban really began to withdraw from there, so we moved to a position south of the gap for our assault position. Atta began to mass his forces there on vehicles, horses, whatever he could get his hands on, either stolen or taken from the Taliban, Al Qaeda or borrowed from the local

³⁹<https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/campaign/interviews/534.html#mazar>

population as we had moved all the way up the Dar-e-Suff.»⁴⁰

La chute de Mazar-e-Charif ouvre la voie vers Kaboul, et remobilise les autres composantes de l'Alliance du Nord. La campagne s'accélère alors ; Fahim dirige une partie de ses troupes, commandées par le général Mohammad Sharif Yaftali⁴¹ vers Kaboul. Malgré la demande du général Tommy Franks de ne pas rentrer dans Kaboul, le 12 novembre, l'Alliance du Nord s'empare de la capitale⁴². Le 17 novembre, l'ex-président afghan Burhanuddin Rabbani, toujours reconnu comme président en exercice par la communauté internationale, s'installe au palais présidentiel et appelle l'ensemble des forces

⁴⁰ « Ce fut une opération très fluide. La chose la plus importante que tout le monde voulait maintenir était l'initiative, la cadence, si vous voulez. (...) Mohammed Atta et le général Dostum se sont dirigés vers la vallée pour y reconnaître les positions d'attaque. Nous nous attendions qu'ils reviennent pour que nous décidions quelles parties du plan d'attaque nous pouvions encore mettre en œuvre. À la place, nous avons repris directement la progression et nous avons avancé vers la vallée.

Le combat dans la vallée avait progressé et il nous fallait commencer à concentrer nos forces. Nous devions nous déplacer dans un village au sud de la vallée – au nord de Shol Gahr – et commencer à lancer notre offensive vers la vallée. Au même instant, les Taliban ont commencé à se retirer. Nous nous sommes donc placés au Sud en base d'assaut. Atta commença à y concentrer ses forces, ses véhicules, ses chevaux et tout ce qui lui passait sous la main, qu'il l'ait pris aux Taliban ou à Al-Qaïda ou réquisitionné auprès des populations locales alors que nous étions déjà à Dar-e-Suff ».

⁴¹ Actuel chef d'état-major des armées afghanes.

⁴² Sans combattre, les Taliban ayant abandonné la ville à la suite des frappes aériennes et de la destruction de leurs moyens lourds (blindés, artillerie). Le *CentCom* aurait préféré que l'Alliance du Nord sécurise dans un premier temps les provinces limitrophes de Kaboul, et qu'au moins un groupe armé pachtoun anti-Taliban se joigne à l'Alliance avant que celle-ci s'empare des centres de pouvoir.

politiques afghanes (à l'exception, bien sûr, des Taliban) à se réunir à Kaboul pour établir un gouvernement provisoire.

8.4 De la chute éclair de Kaboul au fiasco de Tora Bora

La prise de Kaboul aux Taliban marqua rapidement la fin de l'unité de l'Alliance du Nord. Chaque seigneur de guerre ou parti entama une lutte d'influence afin de s'arroger une part du pouvoir. De fait, une majorité des hauts cadres de l'Alliance du Nord réussit à obtenir un portefeuille ministériel ou une haute fonction sécuritaire, même si Hamid Karzai, un Pachtoun opposé aux Taliban mais non rallié à l'Alliance du Nord, fut désigné président de Transition (avec un fort appui américain, et notamment de Donald Rumsfeld).

Lorsque la CIA et le Pentagone établirent avec certitude qu'une majorité de cadres et de combattants d'Al-Qaïda, dont très probablement Oussama Ben Laden, s'étaient réfugiés dans les montagnes de Tora Bora, au sud de Jalalabad, seuls deux commandants de l'Alliance, de rang intermédiaire, acceptèrent de participer aux combats : Hadji Hazrat Ali, lui-même ancien cadre taleb, et Hadji Zaman Ghamsharik, ancien chef moudjahid pachtoun exilé en France.

Rédigé en 2009, le rapport d'enquête de la commission des Affaires étrangères du Sénat américain est très sévère vis-à-vis des *proxys* choisis pour l'offensive de Tora Bora :

« The two warlords and their men distrusted each other and both groups appeared to distrust their

American allies. The Delta Force commandos had doubts about the willingness and ability of the Afghan militias to wage a genuine assault on Tora Bora almost from the outset. Those concerns were underscored each time the Afghans insisted on retreating from the mountains as darkness fell. »⁴³

Outre leurs faiblesses intrinsèques, ces *proxys* peu fiables ne bénéficiaient pas d'équipes de conseillers à leur contact depuis le début de l'opération. Ils furent placés sous la supervision d'une unité d'environ 40 opérateurs du *Joint Special Operations Command* (JSOC, dont la composante issue de l'armée de terre est connue du grand public sous le nom de *Delta Force*), spécialement dédiés à la traque des cadres d'Al-Qaïda, mais qui n'avait pas combattu aux côtés de l'Alliance du Nord pendant les deux premiers mois du conflit⁴⁴.

Le nombre de forces américaines au sol étant limité (environ 70 opérateurs des forces spéciales), le bouclage de la zone fut confié aux groupes armés afghans, dont une part non négligeable était constituée de Taliban ralliés tardivement. Selon les témoignages recueillis par la commission des Affaires étrangères du Sénat : « *Haji*

⁴³ « Les deux seigneurs de guerre et leurs hommes n'avaient aucune confiance les uns dans les autres et les deux groupes se méfiaient en outre de leur allié américain. Les commandos de la *Delta Force* avaient presque dès le début des doutes sur la volonté et les capacités des milices afghanes à lancer un véritable assaut sur Tora Bora. Leurs inquiétudes ont été mises en évidence à chaque fois que les Afghans insistaient pour cesser les combats à la tombée de la nuit. »

Rapport de la commission des Affaires étrangères du sénat américain, présidée par John F. Kerry : « *Tora Bora revisited. How we failed to get Bin Laden and why it matters today* », 20 novembre 2009.

⁴⁴ Peter J.P. Krause, « The Last Good Chance: A Reassessment of U.S. Operations at Tora Bora », *Security Studies*, 17: 644–684, 2008.

Zaman had only recently returned from exile and his forces included men who had previously been digging caves for bin Laden and even fighting for the Taliban.»

L'ensemble des analyses convergent aujourd'hui pour confirmer la présence d'Oussama ben Laden dans les montagnes de Tora Bora le 17 décembre 2001. Échappant aux intenses bombardements grâce au réseau de grottes creusées dans les montagnes, il aurait réussi, avec plusieurs dizaines voire centaines de cadres d'Al-Qaïda, à franchir les lignes de combattants de l'Alliance du Nord puis celles des gardes-frontières pakistanais. Des complicités sont régulièrement évoquées, notamment au sein du groupe d'Haji Zaman Ghamsharik, qui a fait interrompre les bombardements américains pendant près d'une nuit :

« Haji Ghamsharik approached Fury⁴⁵ and told him that Al Qaeda fighters wanted to surrender. He said all they needed to end the siege was a 12-hour ceasefire to allow the fighters to climb down the mountains and turn in their weapons. Intercepted radio chatter seemed to confirm that the fighters had lost their resolve under the relentless bombing and wanted to give up, but Fury remained suspicious. (...) The special ops forces agreed reluctantly to an overnight pause in the bombing to avoid killing the surrendering Al Qaeda fighters. Ghamsharik negotiated by radio with representatives of Al Qaeda. He initially told Fury that a large number of Algerians wanted to surrender. Fury's suspicions increased at such a

⁴⁵ Pseudonyme de l'officier traitant de la CIA au contact de Hadji Zaman Ghamsharik.

bold promise. By the morning of December 12, no Al Qaeda fighters had appeared, and the Delta Force commander concluded that the whole episode was a hoax. Intelligence estimates are that as many as 800 Al Qaeda fighters escaped that night. »⁴⁶

Ainsi, si la campagne menée par l'Alliance du Nord a provoqué une chute très rapide du régime des Taliban, elle n'a pas atteint son deuxième objectif, qui était la neutralisation des cadres et des combattants d'Al-Qaïda. L'organisation terroriste a perdu ses principales bases mais une majorité de ses cadres ont réussi à s'enfuir au sein des zones tribales pakistanaïses.

⁴⁶ « Hadji Ghamsharik s'est approché de Fury et lui dit que les combattants d'Al-Qaïda voulaient se rendre. Il ajouta qu'ils avaient besoin d'un cessez-le-feu de 12 heures pour descendre des montagnes et rendre leurs armes. Les interceptions radio semblaient confirmer que les combattants avaient perdu leur détermination face aux bombardements incessants et voulaient se rendre, mais Fury restait sceptique. (...) Les forces spéciales acceptèrent à contrecœur de faire cesser les bombardements pendant la nuit pour éviter de tuer des membres d'Al-Qaïda voulant se rendre. Ghamsharik négociait par radio avec les représentants d'Al-Qaïda. Il indique à Fury qu'un certain nombre de combattants algériens voulaient se rendre. Fury fut encore plus circonspect face à une annonce si ambitieuse. Au matin du 12 décembre, aucun combattant d'Al-Qaïda ne s'était montré et le commandant d'unité de la *Delta Force* conclut que toute la séquence était une tromperie. Selon les services de renseignement, près de 800 combattants d'Al-Qaïda s'échappèrent cette nuit-là. »

Chapitre 9 : Analyse des facteurs de réussite et d'échec du cas afghan

Le début de la campagne d'Afghanistan est un paradoxe. La rapidité à faire chuter le régime des Taliban lors des premiers mois d'*Enduring Freedom* est un modèle d'efficacité militaire. Néanmoins, à l'exception de Mohammed Atef, chef des opérations militaires d'Al-Qaïda, aucun haut cadre de l'organisation terroriste n'est tué ou capturé, et la plupart de ses combattants étrangers réussissent à se réfugier au Pakistan ou dans les zones frontalières.

En outre, la suite du conflit montre que la victoire tactique contre les Taliban n'était que provisoire, et que le mouvement islamiste saura reconstituer, en trois ans, une capacité à conduire une guerre asymétrique particulièrement efficace, au point que des négociations avec les Taliban sont engagées aujourd'hui par le gouvernement afghan et même, timidement, par l'administration américaine.

Comment ce succès tactique apparent s'est-il transformé en échec ? Quelles ont été les conséquences des choix stratégiques pris fin septembre 2001 ? Quels ont été, par ailleurs, les points forts de la campagne ?

9.1 Une tactique irrégulière particulièrement efficace

D'un point de vue tactique, la solution mise en œuvre au cours des premiers mois de l'opération *Enduring Freedom* est remarquable par son efficacité. Comme le note James Pfiffner, « les effectifs américains présents en Afghanistan pendant la guerre furent de 110 membres des

troupes paramilitaires de la CIA et 316 soldats des forces spéciales ; la défaite des Taliban ne prit que 102 jours, avec très peu de pertes du côté américain (26 morts et 121 blessés au 25 janvier 2003). »

Le point fort essentiel de la campagne est très certainement le maillage d'opérateurs des forces spéciales ou de la CIA mis en place au sein de l'Alliance du Nord. À l'image des membres de l'opération Jedburgh, les ODA et les équipes *Jawbreaker* avaient une très grande liberté d'action, une mission à la fois claire et suffisamment large pour stimuler l'initiative :

« And the mission we received was to conduct unconventional warfare in support of General Abdul Rashid Dostum. And we were to render our unconventional warfare operational area unsafe for terrorists and Taliban activities. This is wide open. There is no left and right limit. Just a very broad, open-ended mission of, "Get in there, figure it out and make it happen. »⁴⁷.

Divisant les ODA en trinômes répartis parmi les guerriers afghans, les forces spéciales ont su créer une véritable fraternité d'armes avec les combattants de l'Alliance du Nord, instaurant une confiance mutuelle qui a permis une véritable efficacité au combat, et ce en un temps très court.

⁴⁷ « La mission que nous avons reçue était de mener un combat non conventionnel en soutien au général Abdul Rashid Dostum. Et nous devons rendre notre zone de combat dangereuse pour les terroristes et les activités des Taliban. C'était très large. Il n'y avait pas de limite gauche ou droite. Juste une mission très large, très ouverte : Allez là-bas, voyez ce qui s'y passe et réussissez ! » Interview du capitaine « Mark », chef de l'ODA 595, au contact du général Dostum.

Enfin, bien que peu d'information ne soit disponible sur les rapports entre forces spéciales et équipes de la CIA, il semble que la combinaison de leurs actions ait été particulièrement opportune. La CIA apportait sa connaissance des enjeux tribaux et politiques, et disposait de moyens financiers important utilisés comme levier envers les groupes armés afghans. Les ODA apportaient leurs compétences tactiques et leur capacité de guidage indirect. Tous ont partagé les conditions de vie des combattant de l'Alliance du Nord et ont participé directement, à leur côté, aux combats.

9.2 L'écueil initial : une divergence d'objectifs entre l'Alliance du Nord et les États-Unis

En revanche, malgré ce succès rapide et visible, le choix du *proxy* comportait certainement les ferments d'un échec stratégique. Conglomérat soudé uniquement par la volonté de mettre un terme au régime des Taliban, l'Alliance du Nord était mue par un objectif différent de celui de son mentor américain. Ou plus exactement, des objectifs différents. Pour les seigneurs de guerre, il s'agit exclusivement de s'accaparer la part la plus importante du pouvoir⁴⁸. Pour les milices tribales (hazara) ou confessionnelles (chiite), il s'agit de sécuriser une zone sanctuaire au sein de laquelle leurs communautés ne soient plus menacées. Les Taliban, tant qu'ils étaient au pouvoir à Kaboul, étaient un obstacle à ces deux buts.

⁴⁸ Ce qui explique l'assaut rapide sur Kaboul, alors-même que le CentCom souhaitait d'abord sécuriser les cinq régions limitrophes de la capitale...et voulait éviter des images de Kaboul au mains exclusives des Tadjiks.

En aucun cas la neutralisation des leaders d'Al-Qaïda n'est apparue comme un objectif prioritaire d'une ou l'autre composante de l'Alliance du Nord. La CIA ou l'armée américaine ont pu jouer localement sur des haines ou des volontés de revanche, mais n'ont pas pu s'appuyer sur l'Alliance du Nord pour mener une « campagne de chasse » contre Al-Qaïda. L'échec de Tora Bora en est le plus flagrant exemple.

Le tempo imposé par les autorités politiques américaines n'a pas permis de mieux comprendre les jeux de pouvoir au sein de l'Alliance et de concevoir, en plus de la manœuvre militaire, une manœuvre politique qui aurait permis d'amener certaines composantes de l'Alliance du Nord à combattre plus directement Al-Qaïda.

Enfin, bien que les informations à ce sujet soient par nature incomplètes, la CIA semble avoir utilisé très largement, et presque exclusivement, le levier financier pour s'allier l'Alliance du Nord. Ce levier de manipulation, pour reprendre la terminologie des services de renseignement, a l'avantage de la rapidité mais ne permet pas (surtout en procédant à des versements massifs *a priori*) d'exercer un contrôle efficace sur le *proxy*. Il n'a pas non plus permis de limiter les porosités entre l'Alliance du Nord et les combattants Taliban ; les proximités tribales, claniques ou familiales se sont avérées plus fortes que l'alliance de circonstance avec les Américains.

9.3 La création d'un déséquilibre ethnique qui favorise l'émergence de l'insurrection

Comme le présentait, dès le début du conflit, Donald Rumsfeld, le choix d'une alliance composée de minorités ethniques a induit un déséquilibre fort au sein du nouvel État afghan. Les seigneurs de guerre victorieux se sont accaparés les postes à haute responsabilité, que ce soit au niveau national (le général Fahim, autoproclamé maréchal, devient ministre de la Défense ; Abdullah Abdullah obtient le ministère des Affaires étrangères) ou local (Ismaïl Khan et Mohammed Atta Nur deviennent respectivement gouverneur d'Herat et de Balkh).

Pour Gilles Dorronsoro, cette modification des équilibres tribaux a provoqué un profond ressentiment au sein de l'ethnie pachtoune, majoritaire et qui ne se sent pas représentée au niveau national :

« La marginalisation politique des Pachtoune au profit des ethnies du Nord est le résultat de ce déséquilibre à Kaboul. Karzaï, issu d'une grande famille aristocratique pachtoune, n'est pas en mesure de représenter son ethnie. Au contraire, le nettoyage ethnique dont sont victimes les Pachtoune minoritaires dans le Nord mine la crédibilité du gouvernement car il s'effectue largement avec la complicité des partis au pouvoir. (...) Concrètement, la redistribution de l'aide est défavorable aux Pachtoune, en partie il est vrai du fait de la détérioration des conditions de sécurité puisque les Taliban prennent les humanitaires pour cible. »⁴⁹

⁴⁹ Gilles Dorronsoro, « Afghanistan : chronique d'un échec annoncé », Critique internationale, 2003/4 no 21, p. 17-23.

Le processus de Bonn, c'est-à-dire la communauté internationale, a favorisé ce déséquilibre en faveur des nouveaux maîtres de Kaboul. Les régions à dominante pachoune, et notamment le Sud et l'Est, frontaliers des zones tribales pakistanaises, sont ainsi naturellement devenues des fiefs d'influence pour l'insurrection talibane.

Enfin, l'influence mise en place par la CIA en septembre 2001 auprès des seigneurs de guerre ne parviendra pas à s'inscrire dans la durée. L'agence de renseignement recherchera d'autres *proxys* pour traquer Al-Qaïda, et contribuera en finançant des groupes armés ou des potentats locaux à fragmenter encore davantage le pays.

Proxy : Alliance du Nord

Catégorie : Seigneurs de guerre, milices chiites, groupes armés tribaux

Effet : Renversement du régime des Taliban

Efficacité : Très forte mais uniquement à court terme

Conséquences imprévues : Explosion de l'Alliance à moyen terme, déséquilibre du pouvoir, conditions favorables à une insurrection talibane à partir des régions à dominante pachtoune.

Le recours à l'Alliance du Nord pour vaincre rapidement les Taliban s'est avéré un pari risqué mais réussi au-delà même des attentes du gouvernement américain. La CIA et les forces spéciales américaines ont démontré une capacité à renouer avec un héritage riche en soutien de groupes armés non étatiques, pour très rapidement mettre en place un maillage de conseillers autonomes qui ont créé les conditions du succès.

Le choix d'un *proxy* traversé par de profondes dissensions, la pression des résultats immédiats qui a empêché de mener un travail politique sur l'Alliance du Nord et l'incapacité à contrôler (ou à assumer) les déséquilibres ethniques provoqués par la victoire de l'Alliance ont néanmoins été les ferments d'une crise de longue durée : « *The strategy was a short cut to victory but would have consequences for long-term stability in Afghanistan.* »

Certes, la priorité donnée à la stratégie anti-terroriste et l'intensification des opérations clandestines au Pakistan ont permis, dans la durée, de démanteler la portion centrale d'Al-Qaïda. La neutralisation d'Oussama ben Laden en est le symbole.

En revanche, l'absence d'un solide projet politique pour le *proxy* Alliance du Nord (qui aurait pu être une approche territoriale, en reconnaissant l'emprise locale des seigneurs de guerre, mais en préservant les équilibres historiques entre les ethnies et les clans au niveau national) a conduit à une insurrection de plus de 15 ans et un engagement massif de troupes occidentales, de la nature même que le général Franks voulait à tout prix éviter.

Chapitre 10 : Conclusion. Prospective et pistes de réflexion – Cas de la lutte contre l'État islamique

L'étude de ces exemples historiques démontre que s'appuyer sur un groupe armé non étatique pour remporter la victoire est un outil à la fois puissant et complexe, levier d'efficacité mais également source de risques difficiles à anticiper ou limiter. L'exemple romain montre ainsi comment un *proxy* peut, progressivement, passer d'une source de puissance à une source de faiblesse en émoussant la volonté de combattre de l'état qu'il appuie.

À travers les expériences coloniales, puis au cours de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre d'Indochine, les armées françaises ont construit un véritable savoir-faire dans la formation, l'accompagnement et l'emploi de groupes armés non étatiques de toute nature. L'exemple du GCMA en est le plus abouti. Parfois oubliée, cette expertise a néanmoins été cultivée discrètement mais dans la durée par certaines unités dédiées aux actions spéciales ou clandestines⁵⁰.

Nous sommes aujourd'hui engagés dans une guerre par procuration face à un ennemi qui a frappé directement le sol français, l'État islamique. Bien que discret, le rôle de la France a été essentiel auprès des groupes armés kurdes qui ont mené, en grande partie, le combat au sol en Syrie. Selon Bernard Bajolet, ancien directeur général de la sécurité extérieure, auditionné par la commission de la Défense et des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, « c'est grâce aux

⁵⁰ Les services français ont par exemple soutenu militairement le chef rebelle angolais Jonas Savimbi pendant près de 10 ans : Jean-Pierre Bat, « Le syndrome Foccart ».

Kurdes, aux Forces démocratiques syriennes aussi, que Daesh a été chassé du nord de la Syrie. Nous les avons beaucoup aidés, la France était à Kobané bien avant les Américains. »⁵¹

Alors même que cette guerre par procuration suscite certaines polémiques dans la presse nationale ou sur les blogs spécialisés, cette dernière partie propose de dégager, à partir des exemples précédents, quelques pistes de réflexion et de les confronter au conflit syrien. Bien sûr, ce conflit étant en cours, certaines des questions (quel accompagnement du *proxy* à long terme ? quelle articulation entre nos objectifs politiques et ceux du *proxy* ?) n'ont pas encore de réponse définitive. En outre, certains éléments (et notamment le dispositif d'assistance et de soutien mis en place en Syrie) sont couverts par le secret. Cette dernière partie ne cherchera donc pas à apporter des solutions définitives ou à tirer des conclusions péremptoires, mais plutôt à susciter des interrogations sur un conflit actuel.

10.1 La dimension politique du proxy : une facette trop souvent négligée

Au moins un invariant ressort de chaque cas étudié : le recours à un groupe armé non étatique ne relève jamais de la seule option tactique ou stratégique. Il s'agit toujours aussi d'un choix de politique étrangère. Si cette assertion peut sembler évidente, elle résiste rarement à la tyrannie de l'instant, à la pression des résultats immédiats

⁵¹Audition disponible sur le site du Sénat : http://videos.senat.fr/video.1064065_5c7db3f05d48c.situation-au-moyen-orient---audition-de-m-bernard-bajolet?timecode=4471000

qui impose parfois des alliés de circonstances sans avoir le temps de forger une ligne politique claire à leur égard.

Or l'État qui choisit de déléguer tout ou partie des combats à un intermédiaire s'associe, au moins partiellement, à la cause de ce groupe. Cela est simple lorsque le groupe en question cherche uniquement à défendre son existence (cas des milices tribales) mais peut s'avérer plus complexe lorsque les objectifs sont la conquête du pouvoir ou l'imposition d'une idéologie (mouvement de guérillas, *warlords*).

Cette dimension politique impose dans tous les cas des compromis. Le SDECE a dû par exemple tolérer la production de pavot par les communautés Hmong pour s'en faire un allié contre le Vietminh : « Il était inconcevable d'interdire aux Méos de cultiver le pavot. (...) La société méo était socialement, économiquement et culturellement centrée sur cette plante.»⁵² Pour le cas afghan, l'administration américaine a immédiatement perçu les divergences d'objectifs entre eux et l'Alliance du Nord. Elle n'a en revanche pas eu le temps de construire un compromis, et a ainsi laissé aisément les seigneurs de guerre tadjiks et ouzbèkes imposer leur agenda.

Qu'en est-il de la situation actuelle en Syrie ? Les États-Unis et la France soutiennent une coalition de groupes armés, les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), dont l'ossature est constituée par les combattants kurdes des Unités de Protection du Peuple (YPG). Autour de ce groupe très structuré, qui constitue la branche armée

⁵² Jean Sassi, *op. cit.*, p. 195

d'un mouvement politique⁵³, se sont agrégées des milices arabes, émanant de structures tribales et agissant souvent par opportunisme.

La différence d'objectifs entre la coalition anti-Daesh et les FDS est claire. La coalition recherche l'éradication de l'État islamique et le retour d'une certaine stabilité régionale, de préférence sans Bachar el-Assad. Le PYD, qui contrôle *de facto* les FDS⁵⁴, recherche l'autonomie du Kurdistan syrien et porte une idéologie socialiste forte⁵⁵. Les milices arabes ralliées veulent pour leur part la protection de leur communauté et une part de pouvoir.

L'appui consenti aux FDS (financement, armement, accompagnement tactique, appuis⁵⁶) a considérablement renforcé les YPG et modifié, probablement en profondeur, leur poids relatif régional. Or en l'absence d'objectifs convergents avec les nations qui les soutiennent (qui nécessitent de définir une ligne claire sur la question kurde), les FDS se détourneront mécaniquement du combat contre l'État islamique si les

⁵³ Les YPG constituent la branche armée du Parti de l'Union Démocratique (*Partiya Yekîtiya Demokrat*, PYD), mouvement kurde syrien lui-même proche du Parti des Travailleurs du Kurdistan (*Partiya Karkerên Kurdistan*, PKK). Cf. Kallan KAVAL, « Dominos kurdes en Syrie », *Esprit*, 2013/11 (Novembre), p. 131-134.

⁵⁴ Même si les arabes représenteraient aujourd'hui entre 40% et 60% des FDS, leurs mouvements sont divisés et peu organisés. Les YPG conservent ainsi la primauté au sein des FDS.

⁵⁵ Plus précisément le « confédéralisme démocratique », doctrine prônée par le fondateur du PKK Abdullah Öcalan, qui s'inspire à la fois du marxisme-léninisme et du penseur libertaire américain Murray Bookchin.

⁵⁶ Georges Berghezan, « Transferts d'armes aux groupes armés de Syrie : le rôle de Washington », note d'analyse du GRIP, 2017.

forces turques ou de Bachar el-Assad représentent pour leur projet de Kurdistan autonome une menace plus importante.

À l'image des britanniques définissant une stratégie arabe en 1916, il serait opportun de concevoir une stratégie kurde⁵⁷ (ce qui ne signifie pas forcément s'aligner sur les objectifs du PYD, mais plutôt trouver, voire imposer, un compromis).

10.2 Le contrôle du proxy passe avant tout par la confiance

Imposer ou même négocier un compromis avec un *proxy* nécessite de mettre en place des outils de contrôle, ou plus exactement des leviers, qui amèneront le *proxy* à agir dans la direction voulue.

En dehors de certains cas précis et généralement limités dans le temps, il est illusoire d'user d'outils contraignants envers un *proxy*. Ces-derniers, lorsqu'ils ont été employés, ont rarement été suffisants pour empêcher la trahison⁵⁸. De la même manière, le levier financier est souvent nécessaire mais rarement suffisant. Employé massivement en Afghanistan, il a certes renforcé l'Alliance du Nord mais n'a jamais été considéré par les chefs de guerre afghans comme une dette qu'ils auraient eux-mêmes à honorer. Il est très probable que les chefs kurdes perçoivent de la même manière le financement occidental.

⁵⁷ L'annonce par le président Trump du retrait des forces américaines semble montrer qu'au moins outre Atlantique, aucune stratégie kurde n'a été pensée.

⁵⁸ L'adjutant-chef Vandenberghe a ainsi été assassiné par un prisonnier Vietminh qu'il avait recruté au sein de son commando.

En revanche, la mise en place d'équipes de mentors au contact du *proxy*, qui vivent et qui combattent avec lui développent une proximité et une fraternité d'armes qui s'avèrent des leviers efficaces. La participation directe au combat, sur la ligne de front, donne le sentiment d'un partage du risque entre soldats occidentaux et guerriers locaux, et crée ainsi un levier puissant à bien des titres :

- Il montre la détermination de l'État qui appuie, et qui n'hésite pas à engager aux feux ses propres soldats (même – et peut-être surtout – s'il s'agit d'un nombre limité de combattants spécialement sélectionnés et entraînés) ;
- Il impose un certain niveau de confiance entre les parties, et ouvrent généralement aux cadres occidentaux les portes des instances de décision du *proxy* ;
- Beaucoup plus que l'appui financier, il permet au *proxy* de bénéficier de capacités déterminantes auxquelles il n'aurait jamais eu accès (parachutage et appui artillerie en Indochine, appuis aériens ou drône en Afghanistan), qui peuvent dans ce cas susciter une véritable dépendance.

Il est probable que cette fraternité d'armes se soient développée au contact des YPG en Syrie. Il n'est en revanche pas sûr qu'elle ait été pleinement exploitée, et notamment qu'elle ait permis aux forces accompagnant les YPG d'accéder de manière permanente aux instances dirigeantes du mouvement (c'est-à-dire d'être associée aux décisions non seulement tactiques, mais politiques et logistiques).

En effet, si les équipes de mentors, généralement issues des forces spéciales ou d'unités clandestines, disposent généralement d'une très grande liberté d'action, héritage des missions Jedburgh (cf. exemple des ODA en Afghanistan), elles disposent moins du temps long qui était nécessaire au modelage du *proxy*. Un des écueils majeurs du recours à un groupe armé local est en effet de le percevoir comme une porte de sortie rapide et non comme un des outils pour atteindre le succès. Dans leur chapitre sur les solutions locales, Jean-Gaël Le Flem et Bertrand Oliva soulignent cet impératif : « Les acteurs locaux considèrent, à juste titre, que l'État ayant décidé d'intervenir ne peut se dispenser d'assurer une forme de service après-vente ; ils n'attendent donc pas un brusque désengagement du pays ayant mené l'intervention »⁵⁹.

Ce manque de temps auquel font face les combattants aujourd'hui déployés en appui d'un *proxy* s'exprime de deux manières. Les mandats courts (quelques mois de projection) limitent la création de relation interpersonnelle réellement profonde (Jean Sassi a mis deux ans pour gagner entièrement la confiance de Touby Ly Phong, pourtant d'emblée francophile). La pression des résultats immédiats incite en outre à commettre des erreurs tactiques ou culturelles, en forçant la main du *proxy* sans attendre qu'il soit réellement préparé.

10.3 Archétype du proxy idéal

Quel serait, vu de l'auteur, le *proxy* idéal ?

⁵⁹ Jean-Gaël Le Flem et Bertrand Oliva : « Un sentiment d'inachevé. Réflexion sur l'efficacité des opérations », Éditions de l'École de guerre, ligne de front, 2018.

Il s'agirait probablement d'une version moderne du GCMA ; un groupe armé avec lequel nous aurions réussi à définir des objectifs communs, au prix éventuel de certaines concessions, mais qui aillent au-delà de la convergence ponctuelle d'intérêts. Plus qu'une guérilla, porteuse d'une idéologie politique forte, ou qu'un seigneur de guerre avide de pouvoir, il est intéressant de rechercher une milice, qui cherche avant tout à protéger les intérêts d'une communauté. L'ancrage de cette milice au sein d'une ou plusieurs structures tribales offrira en outre un accès à l'environnement humain des opérations.

Il n'est pas illusoire, si le tempo des opérations le permet, de chercher à structurer ce groupe armé, voire de le faire évoluer pour amener progressivement ses objectifs à converger avec les nôtres. Une telle évolution nécessitera bien sûr du temps, et ne pourra se faire que par un modelage progressif du *proxy*, au prix d'efforts réguliers et uniquement après avoir acquis une connaissance fine du *proxy*.

Ce groupe serait structuré autour d'un commandement mixte, chaque chef tactique ayant sa doublure issue de l'équipe de mentors. Ces mentors partageraient ainsi la vie quotidienne, les prises de décision et les combats, sur la ligne de front, du *proxy*. Disposant d'une grande autonomie, s'inscrivant dans la durée, cette équipe de mentors devrait avoir la capacité (et la liberté) de conseiller le *proxy* dans tous les domaines (et notamment le domaine politique), et pas uniquement sur les questions militaires et tactiques.

En capitalisant ainsi sur cette proximité de la ligne de front, sur la confiance acquise, en modelant le *proxy*

pour répondre non seulement au besoin tactique du moment, mais aussi au besoin stratégique régional, nous aurions la capacité de nous forger des alliés fiables dont le rôle pourrait dépasser les questions militaires. Seul un *proxy* politique offrira la garantie d'une pérennité des succès tactiques.

Annexe : Sources et bibliographie

Ouvrages :

BARBERO (Alessandro), « Le jour des barbares », Flammarion, Champs histoire, 2010 ;

BAT (Jean-Pierre), « Le syndrome Foccart. La politique française en Afrique, de 1959 à nos jours », Gallimard, Folio histoire, 2012 ;

Collectif, « Histoire des services spéciaux français. Indochine. 1944 – 1954 ». Histoire & Collections. Avril 2017 ;

DANIEL (Serge), « Les mafias du Mali : Trafics et terrorisme au Sahel », Descartes & Cie, 2014 ;

GALULA (David), « Contre-insurrection, Théorie et pratique », Economica, 2008 ;

HART (Basil Henry Liddel), « *Lawrence of Arabia* », Hachette Books, 2009 ;

LAWRENCE (Thomas Edward), « Guérilla dans le désert. 1916 – 1918 », préface de CHALIAND (Gérard) « Lawrence l'irrégulier », Éditions complexe, 1992 ;

LAWRENCE (Thomas Edward), « Les sept piliers de la sagesse », Gallimard, 1992 ;

SASSI (Jean, colonel), « Opérations spéciales, 20 ans de guerres secrètes », Nimrod, Poche, 2012 ;

SHERIDAN (James E.), « *Chinese Warlord: The Career of Feng Yü-hsiang* ». Stanford University Press, 1966 ;

TENNENBAUM (Elie), « Partisans et Centurions. Une histoire de la guerre irrégulière au XX^e siècle », Perrin, 2018 ;

WOODWARD (Bob), « Bush s'en va-t-en guerre », Gallimard, Folio documents, 2004 ;

Publications et articles :

ANDREANI (Gilles), « La guerre contre le terrorisme : un succès incertain et coûteux », *Politique étrangère*, 2011/2 (Été), p. 253-266.

BALANCHE (Fabrice), « *The United States in Northeastern Syria geopolitical strategy cannot ignore local reality* », Hoover Institution, Stanford University press, 2018

BALANCHE (Fabrice), « Rojava's Sustainability and the PKK's Regional Strategy », Washington Institute, 2016 ;

BATAILLON (Gilles), « De Sandino aux contras. Formes et pratiques de la guerre au Nicaragua », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 60^e année, no. 3, 2005, pp. 653-688.

BERGHEZAN (Georges), *Transferts d'armes aux groupes armés de Syrie : le rôle de Washington*, Note d'Analyse du GRIP, 25 octobre 2017, Bruxelles

BINNIE (Jeremy), « *UN report details Russian activity in CAR* », *Jane's Defence Weekly*, 07 août 2018,

<https://www.janes.com/article/82222/un-report-details-russian-activity-in-car>.

BRUDERLEIN (Claude), « *The role of non-state actors in building human security. The case of armed groups in intra-state wars.* », centre for humanitarian dialogue, 2000.

CLAUDOT-HAWAD (Hélène). « Honneur et politique. Les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française. » *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, Université de Provence, 1990, pp.11-49.

CALMETTE (Arthur), « Les équipes Jedburgh dans la bataille de France », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 16e Année, No. 61, Aspects de Résistance française (Janvier 1966), pp. 35-48

Collectif, « Rapport mondial sur les drogues », Office des Nations-Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDD), 2017.

Collectif, Publication de la CIA: « Flashback: Sept. 26, 2001--CIA is "First In" after September 11th Attacks », <https://www.cia.gov/news-information/featured-story-archive/2013-featured-story-archive/flashback-sept-26-2001.html>

Collectif, sous la direction de KERRY (John F.) Rapport de la commission des Affaires étrangères du sénat américain : « *Tora Bora revisited. How we failed to get Bin Laden and why it matters today* », 20 novembre 2009.

Peter J.P. Krause, « *The Last Good Chance: A Reassessment of U.S. Operations at Tora Bora* », *Security Studies*, 17: 644–684, 2008.

CRONE (Olivier), « Comment nous devons et pouvons gagner la guerre d'Afghanistan », *Outre-Terre*, 2010/1 (n° 24), p. 145-173

DE NEVE (Alain), HENROTIN (Joseph), « La *Network-Centric Warfare* : de son développement à *Iraqi Freedom* », *Stratégie*, 2006/1 (N° 86-87), p. 51-73.

DORRONSORO Gilles, « Afghanistan : chronique d'un échec annoncé », *Critique internationale*, 2003/4 no 21, p. 17-23.

DORRONSORO (Gilles), HARLING (Peter), « La guerre américaine en Irak et en Afghanistan : entre vision messianique et ajustements tactiques », *Politique étrangère*, 2005/4 (Hiver), p. 857-866.

GALEOTTI (Mark), « CRIMINTERN: *How the Kremlin uses Russia's criminal networks in Europe.* », Policy Brief, European council on foreign relations, avril 2018.

GUICHAOUA (Yvan) et PELLERIN (Mathieu), « Faire la paix et construire l'État : Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali », Étude de l'IRSEM n°51, juillet 2017.

HUSSAIN (Fawaz), « Que font les Kurdes de Syrie à Raqqa ? », *Les Cahiers de l'Orient*, 2018/3 (N° 131), p. 163-166.

KAVAL (Allan), « Dominos kurdes en Syrie », *Esprit*, 2013/11 (Novembre), p. 131-134.

MASON (Chris M), « *The strategic lessons unlearned from Vietnam, Iraq, and Afghanistan: Why the Afghan National Security Forces will not hold, and the implications for the U.S. Army in Afghanistan* », Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, 2015 ;

PATTIER (Loïc), « Recruter ses ennemis pour gagner les guerres irrégulières : les barbares au sein de l'armée du Bas-Empire », *Stratégique*, 2009/1 (N° 93-94-95-96), p. 109-127.

PIFFNER (James), « Les décisions de guerre de George W. Bush : l'Afghanistan et l'Irak », *Politique américaine*, 2006/2 (N° 5), p. 35-52.

SCAHILL (Jérémy), « *Blowback in Somalia. How US proxy wars helped create a militant Islamist threat.* », *The Nation*, 7 sept 2011.

SCHECKENER (Ulrich), « *Engaging armed non-state groups in areas of limited statehood* », SFB-Governance working papers series, n° 21, octobre 2009.

STONE (Gregory D.), « Proxy War: A Critical Examination of Superpower Indirect Conflict in Africa », Department of Political Studies, Faculty of Arts, University of Manitoba, 2010

VAÏSSE (Justin), « Comprendre et décider : l'énigme Bush », *Critique internationale*, 2002/3 (n° 16), p. 6-13.

Témoignages :

BAJOLET (Bernard, ambassadeur de France) : Témoignage recueilli le 6 mars 2019 par la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat.

http://videos.senat.fr/video.1064065_5c7db3f05d48c.situation-au-moyen-orient---audition-de-m-bernard-bajolet?timecode=4471000

« Dean » (capitaine, US Army) et autres membres de l'Operational Detachment Alpha (ODA) 534 : Témoignages recueillis le 2 août 2002 par la revue *Frontline*.

<https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/campaign/interviews/534.html>

FRANKS (Tommy, général d'armée, US Army) : Témoignage recueilli le 12 juin 2002 par la revue *Frontline*.

<https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/campaign/interviews/franks.html>

« Mark » (capitaine, US Army) et autres membres de l'Operational Detachment Alpha (ODA) 595 : Témoignages recueillis le 2 août 2002 par la revue *Frontline*.

<https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/campaign/interviews/595.html>

MULHOLLAND (John, colonel, US Army) : Témoignage recueilli en 2012 par la revue *Frontline*.

<https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/campaign/interviews/mulholland.html>

